



DIMENSIONS GENRÉES DU
**DÉSENGAGEMENT, DE LA DISSOCIATION,
DE LA RÉINTÉGRATION ET DE LA RÉCONCILIATION**
DANS LA RÉGION DU BASSIN DU LAC TCHAD

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents dans cet ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Publié par : Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
C.P. 17
1211 Genève 19
Suisse
Tél. : +41 22 717 9111
Fax : +41 22 798 6150
Courriel : hq@iom.int
Site web : www.iom.int

Cette publication n'a pas été traduite par le Service de traduction de l'OIM.
Elle est une traduction non officielle de l'original en Anglais, *Gendered Dimensions of Disengagement, Disassociation, Reintegration and Reconciliation in the Lake Chad Basin Region*.

Photo de couverture : © OIM 2016/Amanda NERO

Toutes les photos sont présentées à titre d'illustration uniquement et ne représentent pas le programme de désengagement, de dissociation, de réintégration et de réconciliation (DDRR) de l'OIM. Les personnes représentées ne doivent pas être considérées comme d'anciens associés d'une organisation extrémiste violente ou comme des bénéficiaires du programme.

Citation requise : Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2021. *Dimensions genrées du désengagement, de la dissociation, de la réintégration et de la réconciliation dans la région du bassin du lac Tchad*. OIM, Genève.

ISBN 978-92-9268-226-2 (PDF)

© IOM 2021



Certains droits réservés. Cet ouvrage est mis à disposition au titre de la licence [Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 3.0 Organisations internationales](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode) (CC BY-NC-ND 3.0 IGO)*.

Pour plus de détails, voir la section [Droit d'auteur et conditions d'utilisation](#).

Le présent ouvrage ne doit pas être utilisé, publié ou rediffusé dans l'intention première d'en obtenir un avantage commercial ou une compensation financière, sauf à des fins éducatives, par exemple, aux fins de son intégration dans un manuel.

Autorisations : Toute demande concernant l'utilisation à des fins commerciales ou les droits et licences doit être adressée à publications@iom.int.

* <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>

DIMENSIONS GENRÉES DU
**DÉSENGAGEMENT, DE LA DISSOCIATION,
DE LA RÉINTÉGRATION ET DE LA RÉCONCILIATION**
DANS LA RÉGION DU BASSIN DU LAC TCHAD

SOMMAIRE

ACRONYMES	iv
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	v
1. INTRODUCTION.....	1
1.1 LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ.....	1
1.2 APERÇU DU DÉSENGAGEMENT, DE LA DISSOCIATION, DE LA RÉINTÉGRATION ET DE LA RÉCONCILIATION.....	2
1.3 OBJECTIFS DE LA RECHERCHE.....	3
2. MÉTHODOLOGIE.....	5
2.1 APPROCHE ET MÉTHODES.....	5
2.2 LIMITES.....	6
3. REVUE DE LA LITTÉRATURE.....	7
3.1 BOKO HARAM ET LE GENRE	7
3.2 PERSPECTIVES POUR LES DÉCIDEURS POLITIQUES ET LES INTERVENANTS.....	10
4. RÉSULTATS DE LA RECHERCHE DE TERRAIN	15
4.1 CULPABILITÉ ET RISQUE	15
4.2 VICTIMISATION	16
4.3 LES OBSTACLES ET LES PRIORITÉS EN MATIÈRE DE RÉINTÉGRATION.....	16
4.4 ASSISTANCE DIFFÉRENCIÉE	17
4.5 RÉINTÉGRATION	18
4.6 PARTICIPATION DES FEMMES AUX PROCESSUS DE RÉINTÉGRATION.....	20
5. CUMULATION DES RÉSULTATS DE LA LITTÉRATURE ET DU TERRAIN.....	23
5.1 ANALYSE DE GENRE.....	23
5.2 PARTICIPATION SIGNIFICATIVE	23
5.3 PERCEPTIONS GENRÉES	23
5.4 SOUTIEN À LA RÉINTÉGRATION.....	24
5.5 CHANGEMENT TRANSFORMATIONNEL.....	25
6. RECOMMANDATIONS.....	27
6.1 RECOMMANDATIONS POLITIQUES ET PROGRAMMATIQUES	27
6.2 RECOMMANDATIONS DE RECHERCHE.....	28
ANNEXE I. QUESTIONNAIRE	29
ANNEXE II. RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA RECHERCHE SUR LE TERRAIN.....	33
BIBLIOGRAPHIE (EN ANGLAIS).....	35

FIGURES ET TABLEAUX

Figure 1. Disengagement, disassociation, reintegration and reconciliation.....	2
Tableau 1. Obstacles à la réintégration.....	16
Tableau 2. Besoins prioritaires en matière de réintégration.....	17
Tableau 3. Attitudes à l'égard de l'assistance préférentielle.....	17
Tableau 4. Opinions sur l'importance de la participation des femmes.....	20

ACRONYMES

DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DDRR	Désengagement, dissociation, réintégration et réconciliation
EIPAO	État islamique dans la Province de l'Afrique de l'Ouest
OEV	Organisation extrémiste violente
PRR	Poursuite, réhabilitation et réintégration

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'OIM s'engage à intégrer les considérations de genre dans son recouvrement des créances et de redressement, notamment en promouvant la participation significative des femmes ainsi que leur rôle fondamental dans les efforts de consolidation de la paix et de prévention des conflits.

Dans le cadre de son soutien aux gouvernements dans le traitement des hommes et des femmes associés à des groupes extrémistes violents, l'OIM a identifié des lacunes dans la connaissance et la compréhension des dimensions sexuées des processus d'engagement, de désengagement et de réintégration vécues par les associés de ces groupes. Par exemple, comment est-ce que le genre impacte les décisions de rejoindre ou de quitter un groupe? Dans quelle mesure les perceptions communautaires des anciens associés sont-elles façonnées par les stéréotypes de genre, et de quelle manière ces perceptions interagissent-elles avec le processus de réintégration?

MÉTHODOLOGIE

La recherche a permis de répondre aux questions ci-dessus en se référant aux communautés de la région du bassin du lac Tchad et aux anciens associés de Boko Haram. Elle visait à produire une analyse de genre des diverses expériences vécues par des femmes et des hommes qui se sont désengagés des groupes extrémistes violents. Cette recherche cherche aussi à offrir des conseils pratiques aux décideurs politiques et aux praticiens.

Pour compléter l'analyse existante centrée sur les anciens associés de Boko Haram, l'enquête de cette recherche a ciblé les membres de la communauté, les autorités et d'autres parties prenantes locales, recueillant les perceptions de ces anciens associés, ainsi que des processus d'engagement, de désengagement et de réintégration. Après avoir examiné la littérature existante, les équipes de recherche au Cameroun et au Tchad ont fait passer un questionnaire comprenant 21 questions ouvertes et fermées à 100 personnes non associées à Boko Haram, résidant ou travaillant dans des zones affectées par les activités du groupe. Sur ce, les équipes de recherche ont effectué un suivi de différents répondants sélectionnés par des entretiens qualitatifs ouverts.

RÉSULTATS CLÉS

Les recherches de terrain ont montré que les perceptions des personnes interviewées sont toutes façonnées par le genre : la manière de Boko Haram par les associés, ce qu'ils font pendant qu'ils sont associés au groupe, pourquoi ces associés le quittent et quels sont leurs besoins une fois rentrés chez eux. Ainsi, les anciennes associées féminines ont supposément été recrutées de force ou suivies leurs maris dans le groupe où elles y ont joué un rôle secondaire et non violent. Les hommes, quant à eux, sont censés avoir agi de leur plein gré en rejoignant le groupe par eux-mêmes et en y jouant un rôle actif. Ainsi, les perceptions genrées ont de puissantes implications pour les processus de réintégration et de réconciliation, bien que la littérature ait démontré que ces points de vue ne rendent pas compte des complexités en jeu.

Il est important de préciser que ces opinions sont liées à d'autres hypothèses d'anciens associés. Ainsi, les femmes étaient considérées comme des victimes par les communautés qui estimaient que celles-ci étaient moins menaçantes que les hommes pour la communauté, et que leur

réintégration serait plus facile. Simultanément, cette communauté craignait les hommes désengagés, les soupçonnant de crimes, y compris de crimes sexuels – reconnaissant que leur réintégration représentait un défi. Paradoxalement, ces différences ne signifient pas que les communautés priorisaient la réintégration des femmes. Bien au contraire, la réintégration des hommes était jugée comme plus importante, en partie parce que les hommes étaient considérés comme capables de mettre fin aux crimes de Boko Haram et d'autre part, par croyance que la situation d'une femme serait automatiquement résolue en répondant aux besoins de ses proches masculins.

Concernant l'aide à la réintégration, l'enquête de terrain a montré que la plupart des membres de la communauté et des parties prenantes comprenaient la nécessité de réponses différenciées. L'enquête a également démontré une certaine approbation concernant l'idée de fournir aux anciennes associées féminines une aide plus favorable que celle offerte aux femmes civiles.



Les marchés de la paix construits par l'OIM, comme celui-ci dans l'État de Warrap au Soudan du Sud, contribuent à favoriser la confiance et la paix entre les communautés grâce au partage des avantages économiques.
© IOM 2013

Concernant l'aide à la réintégration, les répondants des deux pays ont classé le soutien psychosocial et la réintégration économique comme les plus importantes. Une priorité absolue qui est apparue dans la littérature est le soutien psychosocial, pour surmonter les obstacles à l'intégration sociale ainsi que pour aider les femmes à se remettre de la victimisation à plusieurs niveaux. De plus, la priorité accordée à la réintégration économique peut être due à la reconnaissance du fait que la pauvreté et l'inégalité sont des obstacles à la réintégration. En outre, la dépendance économique vis-à-vis des hommes explique en partie pourquoi certaines femmes suivent leur conjoint dans des groupes comme Boko Haram. L'aide aux moyens de subsistance pourrait être structurée de manière à accroître leur autonomie.

Pour une réintégration efficace et durable, l'intégration des considérations de genre et l'inclusion des femmes dans le cycle complet du projet pour mener des activités concernant les anciens associés de groupes extrémistes violents sont des conditions préalables. Ces étapes auraient également le potentiel de catalyser un changement transformationnel en remettant en question les normes de genre. Ainsi, une action concertée visant à garantir la participation des femmes et des organisations de femmes dans ce domaine pourrait être bénéfique. Cela amplifierait la participation de celles-ci dans les domaines associés de la gouvernance et de la sécurité, et promouvrait leur rôle dans la prévention des conflits.

RECOMMANDATIONS

Ainsi, les résultats de cette recherche ont formulé les recommandations suivantes :

- a) Prioriser l'analyse de genre et assurer que les résultats éclairent la conception des politiques et des programmes ainsi que les décisions concernant le désengagement, la dissociation, la réintégration et la réconciliation (DDRR);
- b) Promouvoir la participation significative des femmes dans tous les volets du DDRR;
- c) Répondre aux besoins spécifiques des victimes, y compris les victimes de violences sexuelles, et reconnaître que de nombreuses femmes qui se désengagent des groupes extrémistes violents souffrent d'une victimisation à plusieurs niveaux;
- d) Renforcer les capacités pour identifier et répondre aux différents besoins des hommes et des femmes. Intégrer les considérations de genre dans tous les aspects du travail, et protéger les femmes et les filles;
- e) Aider à l'autonomisation des femmes et organisations des femmes pour renforcer leur rôle actif dans la prise de décisions;
- f) Faciliter l'appropriation locale des processus de DDRR;
- g) Défier et changer les normes de genre qui alimentent les conflits et le recrutement;
- h) Entreprendre des recherches supplémentaires sur les perceptions genrées et la réintégration des anciens associés.

1. INTRODUCTION

1.1 LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (S/RES/1325) souligne l'impact unique qu'a la violence et les conflits sur les femmes, ainsi que le potentiel stratégique qu'ont celles-ci dans la gestion de la paix, la prévention des conflits et le soutien aux solutions durables. C'est à travers cette résolution que l'agenda sur les Femmes, la Paix et la Sécurité (*Women, Peace and Security*) a été créé. Depuis, celui-ci a été renforcé par neuf autres résolutions¹ fournissant différentes indications pour reconnaître les besoins et perspectives différenciés des femmes, promouvoir l'égalité des sexes et renforcer la participation, la protection et les droits à travers le cycle des conflits.



Un camp de personnes déplacées dans l'État de Borno, au nord-est du Nigéria. © OIM 2020/ Sascha PIMENTEL

Même si des progrès significatifs ont été réalisés sur l'agenda au cours des quatre années précédentes, un rapport du Secrétaire général de 2019 a souligné la nécessité d'engager les femmes dans les efforts de consolidation de la paix. Il dépeint de même les défis encore permanents concernant la violence contre les femmes, la violence sexuelle liée aux conflits, la sous-représentation des femmes dans les rôles de prise de décision, les besoins humanitaires persistants des femmes et des filles et, entre autres, l'absence de plans nationaux se concentrant sur les femmes et la paix (Nations Unies, 2019a).

Le rapport a également souligné l'importance continue d'intégrer des perspectives de genre dans le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) ainsi que dans le secteur de la sécurité au sens large, et la participation nécessaire des femmes pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent (Nations Unies, 2019a). L'Organisation des Nations Unies a mis à disposition des orientations sur le genre dans le cadre du DDR, notamment les Normes intégrées de DDR (*Integrated DDR Standards—IDDRS*), appelant à une programmation du DDR qui tient en compte l'aspect du genre (Nations Unies, 2019b). Cependant, dans le domaine hautement axé sur la sécurité de la DDR, le genre est trop souvent traité comme une considération secondaire dans la conception et la mise en œuvre des programmes.

¹ À savoir, les résolutions 1820 (2009), 1888 (2009), 1889 (2010), 1960 (2011), 2106 (2013), 2122 (2013), 2242 (2015), 2467 (2019) et 2493 (2019) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

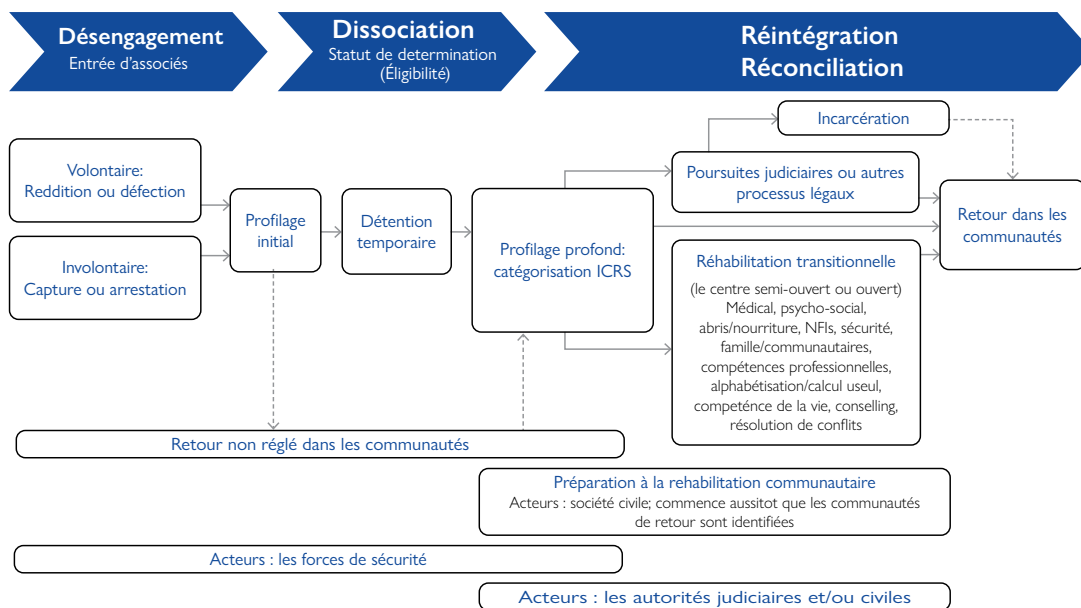
1.2 APERÇU DU DÉSENGAGEMENT, DE LA DISSOCIATION, DE LA RÉINTÉGRATION ET DE LA RÉCONCILIATION

Les situations de conflits armés en cours, ou la présence d'organisations extrémistes violentes (OEV) posent des défis uniques. Lorsque des groupes extrémistes violents sanctionnés par les Nations Unies² sont impliqués, les résolutions 2178, 2349 et 2396 du Conseil de sécurité des Nations Unies font appel à des poursuites, à la réadaptation et à la réintégration (PRR) fondées sur un processus de filtrage qui permet de classer les individus en vue d'un traitement et d'une prise en charge appropriés. Il s'ensuit qu'une amnistie générale serait contraire au droit international, pour ceux qui se désengagent des groupes sanctionnés par les Nations Unies.

Dans de tels contextes, multiples voies sont impliquées dans le traitement et la prise en charge des anciens associés, notamment la poursuite des personnes soupçonnées de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de crimes de terrorisme. L'éligibilité d'une personne à des prestations de réhabilitation et de réintégration non carcérales dépend de son statut juridique et, souvent, du niveau de risque évalué. Les processus de réadaptation et de réintégration des participants éligibles issus de groupes sanctionnés par les Nations Unies doivent également être adaptés pour répondre aux préoccupations juridiques, éthiques, sécuritaires et pratiques.

Pour relever ces défis, l'OIM s'est inspirée du domaine du DDR et des pratiques émergentes en matière de PRR pour élaborer une approche novatrice axée sur le DDRR. L'approche de l'OIM en matière de DDRR est illustrée par la figure 1, qui montre à travers quatre phases de traitement et de prise en charge, la progression des anciens associés de groupes extrémistes violents sanctionnés par les Nations Unies. Bien qu'il existe des différences contextuelles et des variations dans la manière dont les États traitent et gèrent ces dossiers, ce cadre reflète un processus largement applicable tiré des expériences de l'Organisation dans la région du bassin du lac Tchad.

Figure 1. Disengagement, disassociation, reintegration and reconciliation



2 L'OIM considère comme « groupes sanctionnés » une organisation extrémiste violente désignée comme organisation terroriste par les Nations Unies, un État membre ou une organisation régionale. Veuillez-vous référer à l'annexe dans : OIM, *Nouveaux contextes de conflits en cours et d'extrémisme violent : Désengagement, dissociation, réintégration et réconciliation* (Genève, 2020).

Au sein de son portfolio DDRR, l'OIM reconnaît qu'il est essentiel d'adopter une approche sensible au genre, tout en soutenant celle-ci par une analyse sexospécifique solide et une compréhension globale des processus d'engagement, de désengagement et de dissociation de chaque personne. Le succès des programmes de DDRR exige que l'on tienne compte des expériences multiples des hommes et des femmes en tant que combattants, conjoints de combattants, esclaves, otages ou associés³ à des OEV dans d'autres rôles. De plus, en l'absence d'un processus de paix officiel où la participation des femmes peut être formellement assurée, le modèle DDRR accorde une grande importance à l'implication de celles-ci et à leur contribution à la prévention de l'extrémisme violent. C'est pour les raisons suivantes, et parce que le DDRR poursuit des objectifs à long terme en matière de prévention des conflits, de résolution des conflits et de consolidation de la paix, que le modèle représente une plateforme idéale pour rechercher, proposer et mettre en œuvre des solutions reflétant les besoins, les intérêts et les capacités des femmes.

1.3 OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Lors de la rédaction de ce rapport, les recherches sur les dimensions sexospécifiques des processus affectant les collaborateurs des OEV étaient limitées. Seules quelques sources abordaient la région du bassin du lac Tchad⁴. De plus, la littérature était limitée due à l'attention portée aux expériences des femmes dans les processus de DDRR, n'abordant pas le genre en tant que tel, de même que les publications disponibles ne proposaient pas de conseils pour améliorer la prise en compte du genre. Pour combler ces lacunes et dans le cadre de son programme régional de DDRR, l'OIM a lancé une recherche documentaire et une recherche sur le terrain concernant les dimensions sexospécifiques du DDRR dans la région du bassin du lac Tchad.

Encadré 1:

Comprendre le genre et le sexe

Le genre fait référence aux attributs sociaux des hommes et des femmes qui sont appris dans une culture donnée et qui, bien que profondément enracinés dans chaque culture, sont modifiables au fil du temps et présentent de grandes variations tant au sein des cultures qu'entre elles.

Le sexe fait référence aux attributs biologiques et physiologiques qui définissent les hommes et les femmes. Il est naturel, déterminé par la naissance et, par conséquent, généralement immuable et universel.

Source: OIM, Boîte à outils sur le genre et la communication (Genève, 2015).

L'objectif général de l'étude était de fournir une analyse sexospécifique des diverses expériences des femmes et des hommes dans les OEV et dans les processus de post-désengagement en prenant en compte les interactions complexes entre le genre, la violence et la paix.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- a) Identifier les éléments pertinents pour l'élaboration de politiques et de programmes de DDRR sensibles au genre;
- b) Élaborer des orientations pour les décideurs politiques et les intervenants, pour surmonter les obstacles liés au genre dans le DDRR et garantir la participation des femmes;

3 L'OIM utilise le terme « associé » pour désigner toutes les personnes (indépendamment de leur âge, de leur relation, de leur sexe, etc.) sur lesquelles les autorités nationales ou régionales ont une certaine responsabilité ou autorité (c'est-à-dire par le biais de la garde ou autrement) et dont elles pensent qu'elles ont eu des contacts avec des organisations extrémistes violentes (OEV) sans présumer ou préjuger de la nature de leur relation avec le groupe armé en question. Il peut s'agir de : a) des combattants ou des guerriers, b) des personnes exerçant un large éventail de rôles non combattants (par exemple, l'espionnage) et de fonctions de soutien (commis, personnel de maison ou cuisiniers), et c) des civils accompagnant des combattants, tels que des enfants emmenés de force par des affiliés extrémistes violents.

4 Parmi les exemples de ces travaux, citons : Coulouris, 2019 ; Farr, 2005 ; Hauge, 2015 ; Udo-Udo Jacob, 2018 ; Mazurana *et al.*, 2017 ; et Tarnaala, 2016.

- c) Promouvoir l'intégration du genre dans les processus de réintégration au niveau communautaire par l'autonomisation des femmes et le soutien à la transcendance des normes sociales existantes qui façonnent les identités sexuées ;
- d) Contribuer à des approches transformatrices pour l'égalité des sexes et les droits des femmes.

L'OIM est consciente que le genre et les dynamiques qui y sont liées sont conçus différemment d'un contexte à l'autre, et ce rapport n'a pas pour but de donner un aperçu complet des dynamiques liées au genre dans tous les pays de la région du bassin du lac Tchad. La recherche cherche plutôt à mettre en évidence les phénomènes qui apparaissent fréquemment dans les processus de désengagement des OEV ainsi que les éléments clés concernant le genre, pour renforcer les politiques et les programmes de DDDR.



2. MÉTHODOLOGIE

2.1 APPROCHE ET MÉTHODES

La recherche a été menée sur une période de huit mois et comprenait une phase initiale d'étude documentaire (juillet à novembre 2019) et des recherches ultérieures sur le terrain au Cameroun (décembre 2019) et au Tchad (février 2020).

L'équipe de recherche a examiné les dimensions sexospécifiques de l'engagement et du désengagement des OEV de la littérature afin de mieux comprendre les dynamiques, et d'en tirer conseil pour les programmes de DDRR. Cette phase s'est concentrée sur l'analyse des sources de données secondaires, y compris la recherche basée sur des entretiens avec des femmes anciennement associées aux OEV. Elle a cherché à comprendre les rôles des femmes au sein de ces groupes et les défis spécifiques auxquels elles ont été confrontées lors du désengagement. Dans la mesure du possible, l'OIM a pris en compte les informations et les analyses des quatre pays de la région du bassin du lac Tchad — le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Nigéria — dans le cadre d'un examen plus large de la littérature théorique et pratique provenant d'autres contextes.

L'étude de terrain a été conçue pour compléter l'analyse documentaire par une compréhension plus approfondie d'une région particulière et pour tester ses principales conclusions. Afin de s'appuyer sur les travaux existants sans les dupliquer, l'étude de terrain n'a pas interrogé les femmes anciennement associées aux OEV, mais a sollicité les points de vue d'autres acteurs, tels que les membres de la communauté, les autorités locales et d'autres parties prenantes. Les questions posées visaient à recueillir leurs perceptions des associés — des hommes et des femmes — de retour au pays, y compris leurs éventuelles prédispositions positives et négatives.

Plus précisément, l'enquête de terrain a permis de recueillir l'avis des non-associés sur les quatre questions suivantes :

- a) Les obstacles communs à la réintégration des anciens associés des OEV;
- b) La mesure dans laquelle ces obstacles sont les mêmes ou différents pour les hommes et les femmes;
- c) Les besoins des anciens associés;
- d) Des idées pour des solutions de réintégration durable.

Le principal outil de recherche était un questionnaire comportant 21 questions ouvertes et fermées, administré à 100 répondants dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun et dans la province des lacs au Tchad. L'équipe de recherche a également mené des entretiens qualitatifs avec des répondants sélectionnés. L'échantillon comprenait des chefs religieux et traditionnels, des membres de la famille d'anciens associés, des femmes leaders et des membres d'organisations de femmes, ainsi que d'autres acteurs identifiés comme pertinents dans chaque contexte. Au sein de ces catégories, l'équipe de recherche a priorisé les individus en fonction de leurs rôles sociétaux prescrits ou supposés, de leur influence probable sur une ou plusieurs phases du DDRR, et de leur potentiel à avoir un impact positif sur la perception des femmes dans la société. L'équipe s'est également adressée à des personnes mariées que la recherche documentaire a mises en évidence comme significatives, car ce sont des personnes censées avoir une connaissance plus approfondie des dimensions familiales et conjugales de l'engagement et du désengagement.

Les questionnaires et les entretiens ont été administrés par des équipes locales sélectionnées dans chaque pays, ce qui a permis à la recherche de bénéficier d'un meilleur accès, d'un contexte socioculturel et d'une connaissance des langues locales.

Au Cameroun, les répondants ont été contactés dans les communautés les plus touchées par le retour et la réintégration des anciens associés de Boko Haram : Mayo Tsanaga (Centre Mokolo, Koza et Mozogo-Mawa) et Mayo Sava (Centre Meme, Koulgui et Mora). Au Tchad, l'équipe de recherche a travaillé près de la ville de Baga Sola et dans des sites où les taux de déplacement interne sont élevés (notamment à Kafia).

2.2 LIMITES

Une limite récurrente dans les enquêtes de perception a impacté cette recherche, à savoir qu'il y avait une variance soupçonnée (mais non mesurable) entre les réponses des répondants et leurs pensées et sentiments réels. L'équipe de recherche a pris des dispositions pour réduire cet écart en créant des environnements sûrs et de confiance propices à une discussion franche, notamment en faisant appel à des agents de liaison communautaires. Néanmoins, l'équipe de recherche pense que de nombreux répondants, par peur et crainte, étaient réticents à s'exprimer pleinement. Ceci a été particulièrement visible au Cameroun, où peu avant le début de l'enquête, des attaques de Boko Haram ont eu lieu. Certaines personnes qui avaient accepté de participer à l'enquête ont annulé leurs entretiens à la suite des attaques et les personnes ayant maintenu leurs rendez-vous ont probablement aussi été influencées par les événements récents.



Njaidda Ali, une personne déplacée qui vit dans l'un des camps gérés par l'OIM à Maiduguri, Nigéria. © OIM 2018/Alfred CABALLERO

Parallèlement, il y avait un risque que les chercheurs interprètent mal les réponses des répondants à une seule question, surtout si ces réponses n'étaient pas corroborées par d'autres observations ou analyses. Le questionnaire a été conçu pour recueillir des informations qui se recoupent par le biais de questions multiples afin que les chercheurs puissent trianguler les réponses, reconformer les significations et évaluer la cohérence globale des réponses d'un répondant.

Malgré les efforts déployés pour utiliser un langage simple et compréhensible, les répondants ayant un faible niveau d'éducation ont semblé avoir du mal à comprendre certaines questions. Cela est dû en partie à la traduction du questionnaire en plusieurs langues. En outre, les concepts sociologiques liés au genre et le vocabulaire nuancé nécessaire pour s'entendre sur ces différents concepts avaient tendance à varier d'un groupe à l'autre, même au sein d'un même pays ou d'une même région. Par conséquent, les discussions sur le genre s'en tenaient parfois à des comparaisons superficielles entre les hommes et les femmes, en raison du fait que l'enquêteur et la personne interrogée ne parvenaient pas à trouver le vocabulaire commun ou la plateforme conceptuelle nécessaire pour aborder des questions plus profondes sur le genre.

Enfin, la recherche s'est déroulée dans des communautés étant sous l'influence de Boko Haram et elle ne s'est pas étendue dans les zones où l'État islamique dans la province d'Afrique de l'Ouest (EIPAO) était présent. Il existe des différences importantes entre ces deux OEV, notamment leur rejet de l'État, leurs relations avec les communautés locales et leur dynamique interne. Boko Haram aurait, par exemple, une rhétorique plus radicale du « nous contre eux » et se comporterait de manière plus brutale envers les civils. Compte tenu de ces différences, les conclusions de ce rapport ne sont pas nécessairement valables, ni pour les anciens membres ni pour les communautés liées à l'EIPAO qui sont revenues.

3. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Les informations et l'analyse consultées sur les OEV dans la région du bassin du lac Tchad et les considérations de genre pertinentes ont produit deux séries de conclusions. La première série vise à décrire, à travers un prisme de genre, les pratiques et les crimes de Boko Haram, y compris la violence sexuelle et sexiste, ainsi que l'engagement et le désengagement de leurs collaborateurs. La seconde série s'appuie sur la documentation sur les OEV et sur l'expérience institutionnelle, ayant comme but de proposer des considérations stratégiques pour la conception et la mise en œuvre des programmes de DDRR.

3.1 BOKO HARAM ET LE GENRE

3.1.1 Les moteurs de l'engagement et du désengagement

L'engagement et le désengagement dans les OEV, ainsi que les perceptions communautaires de ces processus, sont fortement influencés par les normes, les rôles et les attentes liées au genre. Par exemple, les hommes et les garçons sont plus susceptibles d'être recrutés pour leur force physique, en vue de leur participation active aux opérations militaires du groupe. Les femmes et les filles, quant à elles, peuvent être recherchées et recrutées pour d'autres services, comme la cuisine ou les soins infirmiers.

Perceptions sexuées de l'agence et de la responsabilité

Les hommes sont perçus par les communautés comme ayant le choix ou l'option d'entrer dans une OEV, alors que les femmes sont considérées comme des victimes ou des suiveuses. Ceci est en effet une description adéquate de la réalité de nombreuses femmes qui rejoignent une OEV, mais cela ne représente pas l'image complète de ce fait. Certaines femmes rejoignent consciemment une OEV pour diverses raisons, notamment pour rejeter les facteurs paternalistes et idéologiques extérieurs à l'OEV. Certaines peuvent aspirer à jouer un rôle actif au sein du groupe. Les femmes peuvent percevoir l'engagement comme une opportunité d'obtenir de plus grandes libertés, des possibilités d'éducation et un statut social qui leur sont inaccessibles dans leur vie civile (Matfess, 2018; International Crisis Group, 2016). Notons que ces mêmes structures paternalistes qui poussent certaines femmes à s'engager jouent également des facteurs cruciaux pour certains hommes lors de leur prise de décision d'engagement avec Boko Haram. Plus précisément, les jeunes hommes ayant de faibles revenus peuvent ne pas être en mesure de se marier, dans la mesure où ils n'ont pas les ressources financières nécessaires pour payer une dot. L'adhésion à une OEV leur donne un accès direct aux femmes, à une épouse « désignée », leur permettant ainsi d'améliorer leur statut social.

La façon dont les parties prenantes et les communautés perçoivent ces différences sexospécifiques en matière d'engagement influence les processus post-désengagement. L'hypothèse selon laquelle les hommes sont plus susceptibles que les femmes de se porter volontaires pour rejoindre une OEV et de participer activement aux combats est liée à la perception selon laquelle les hommes sont plus menaçants et, par conséquent, plus difficiles à réintégrer. Cette dernière perception contribue à expliquer pourquoi les programmes de réhabilitation et de réintégration ont tendance à se concentrer sur les hommes. En même temps, le fait de concevoir les femmes comme des victimes sous-tend l'attente commune selon laquelle les communautés accueilleront les femmes et que la réintégration se fera de manière organique, de sorte que les femmes qui se désengagent des OEV peuvent être renvoyées chez elles sans programme spécial.

Cette logique, qui discrimine les femmes en les privant des avantages offerts aux hommes, est intrinsèquement erronée. Il n'est pas rare que les femmes subissent des niveaux d'exclusion sociale plus élevés que les hommes après avoir quitté une OEV, ce qui est lié à leur marginalisation et aux risques de récurrence du conflit (Hudson *et al.* 2012). Les raisons de leur exclusion sont complexes, mais la littérature révèle deux facteurs expliquant comment les perceptions sexuées façonnent ce phénomène :

- a) Les autorités permettent souvent aux femmes de contourner le processus de filtrage mis en place pour les hommes, car elles considèrent automatiquement que les femmes jouent un rôle secondaire dans le groupe et qu'elles présentent un faible risque pour l'avenir. L'une des conséquences de cette absence de sélection des femmes est que les communautés d'accueil n'ont accès à aucune information concernant la trajectoire personnelle de chaque femme. L'absence de telles informations, ou d'un indicateur fiable des autorités indiquant que la femme a été évaluée individuellement comme étant prête à retourner chez elle, laisse place à des rumeurs négatives et à la méfiance.
- b) En raison de leur manque présumé d'autonomie, les femmes qui rentrent chez elles peuvent également être considérées comme indignes de confiance. Les communautés peuvent penser que les femmes dont les maris ou les parents masculins restent dans le groupe seront influencées par celles-ci. En d'autres termes, si les femmes rentrées sont considérées comme privées de leur propre volonté, elles peuvent également être considérées comme manipulatrices effectuant par exemple des services, comme l'espionnage, pour le groupe d'extrême violence.

Libertés et statuts sociaux

L'espoir d'une promotion sociale joue un rôle crucial pour hommes et femmes dans leur forte incitation à rejoindre Boko Haram (Matfess, 2018). Bien que toujours paternalistes et différentes des structures extérieures au groupe, de telles opportunités se présentent, car les structures sociales au sein de l'OEV ouvrent des possibilités d'ascension sociale à certains.

Les conceptions individuelles de la promotion sociale varient. Par exemple, si certaines femmes voient leur statut social s'améliorer en jouant un rôle actif dans le groupe, la documentation suggère que certaines femmes et filles sont motivées par la perspective d'un mariage avec un officier de haut rang, qui offrirait à la mariée des biens matériels, pouvant se permettre de lui offrir une vie relativement oisive (Oduah, 2016). Les femmes qui rejoignent une OEV de leur plein gré peuvent être conscientes de l'environnement idéologique radical présent au sein de ce groupe, mais elles peuvent être prêtes à accepter ce dogmatisme en échange d'un meilleur statut social (Matfess, 2018).



Ici, une fille remplit un bidon avec de l'eau provenant d'un robinet de l'OIM dans le camp de réfugiés de Doro au Soudan du Sud. © OIM 2013

De même, certains jeunes hommes peuvent être attirés par la promesse de l'accès aux femmes, tandis que d'autres sont motivés par le simple fait de posséder une arme qui est de même considéré comme une amplification du statut social.

Cette promesse de promotion sociale se matérialise pour certains hommes et femmes, car ils perçoivent leur expérience dans l'OEV comme ayant permis d'élever leur statut social ou leur pouvoir personnel. Les hommes et les femmes ayant cette perception peuvent être réticents à quitter l'OEV ou à rester désengagés, car ce départ signifierait un retour à la case départ, une atténuation à leur ancien statut social. Le sentiment de perte d'identité et de statut, résultant de la transition vers la vie civile, peut être un puissant obstacle à la réintégration comme souvent observé avec les commandants de rang intermédiaire dans les processus de DDR traditionnels.

Zamira⁵, l'ancienne épouse d'un commandant de haut rang de Boko Haram, en est un bon exemple pour ce cas. Zamira a admis qu'elle appréciait sa « nouvelle » vie avec Boko Haram lors des entretiens avec des chercheurs et des travailleurs humanitaires, et qu'à la première occasion elle rejoindrait le groupe, principalement parce qu'elle estime qu'elle ne pourrait jamais bénéficier d'un statut similaire dans la vie civile (International Crisis Group, 2019).

Le fait que certains hommes et femmes retournent dans leur communauté avec le sentiment d'avoir acquis un statut élevé au sein du groupe, illustre l'importance de la perception de soi, ou de la manière dont se perçoivent les anciens membres des OEV. La perception de soi a des implications pour les programmes de DDRR lorsque les anciens associés s'indignent de leur perte d'identité ou de statut lors du désengagement, comme nous l'avons vu plus haut, mais aussi lorsque la perception de soi se heurte à celle des autres. Les hommes et les femmes qui reviennent peuvent être plus disposés à se désengager si leur nouveau statut est reconnu, mais les communautés d'accueil et les parties prenantes peuvent être réticentes à fournir cette validation, en particulier lorsqu'ils ont souffert de la présence de Boko Haram.

3.1.2 Rôles au sein de Boko Haram

Comme c'est souvent le cas dans les groupes armés, les rôles joués par les femmes et les hommes de Boko Haram reflètent des normes de genre culturellement acceptées. La dépendance des femmes à l'égard des hommes de leur famille et leur exclusion structurelle des activités économiques, politiques et sociales se traduisent souvent par une participation forcée ou des rôles secondaires de soutien. Ceci dit, la proportion d'hommes recrutés de force pour remplir des rôles de soutien généralement dévolus aux femmes, comme faire la cuisine ou ramasser du bois, est plus élevée dans Boko Haram que dans d'autres groupes en dehors de la région du bassin du lac Tchad⁶. La répartition des rôles et le traitement des femmes semblent être cohérents entre les différentes parties prenantes de Boko Haram (Matfess, 2020).

En ce qui concerne la dynamique de l'engagement, la perception qu'a la communauté des associés en fonction de leur sexe et de leur position dans le groupe armé a un impact imprévisible sur la réintégration. Par exemple, selon certaines mesures, la réintégration serait plus difficile pour un homme qui a joué un rôle actif dans les combats que pour un homme qui a servi de cuisinier pour un groupe armé, car les communautés sont plus susceptibles de craindre un ancien combattant. D'un autre côté, un ancien combattant peut obtenir plus de respect — basé sur des suppositions sexuées sur la force et la masculinité — de la part de sa communauté, facilitant ainsi sa réintégration. Dans le cadre des mêmes modes de pensée patriarcaux, les perspectives d'acceptation du cuisinier peuvent être affectées négativement si la communauté considère son rôle comme contre nature ou non masculin.

⁵ Les noms ont été changés pour protéger les identités.

⁶ Dans le cas des Zamai ; 400 familles actuellement déplacées dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, aucun des hommes n'a déclaré avoir porté des armes à un moment quelconque de leur séjour d'un an avec le groupe.

3.1.3 Violence sexuelle et basée sur le genre

La violence sexuelle et basée sur le genre est une tactique de guerre pour Boko Haram (Nations Unies, 2020)⁷, qui est utilisée par le groupe à diverses fins. Les violences sexuelles perpétrées par Boko Haram à l'encontre des femmes et des filles n'appartenant pas à leur groupe créent un climat de peur et, paradoxalement, incitent les femmes et les filles à les rejoindre pour échapper à ces violences⁸. De plus, la violence sexuelle, y compris le viol, est utilisée de manière stratégique pour détruire les relations des femmes avec leurs maris et leurs familles, affaiblissant les liens et déchirant le tissu social de communautés entières. Boko Haram a également utilisé les femmes et les filles de manière disproportionnée pour perpétrer des attaques contre des « cibles faciles » en réponse à l'offensive militaire accrue du *Multi-National Joint Task Force*. Certains spécialistes interprètent l'utilisation accrue des femmes et des filles par Boko Haram dans les opérations de guerre comme une manifestation de « l'akhaffu dararayni », un concept qui exige du décideur qu'il choisisse le moindre de deux maux, en choisissant d'envoyer des filles perpétrer des attaques suicides plutôt que de risquer la vie de soldats et de compromettre ainsi le jihad.

Le recours de Boko Haram à la violence sexuelle et basée sur le genre va à l'encontre de l'idéologie proclamée du groupe, qui bannit cette violence. Selon certains témoins, les violences sexuelles et les viols ont généralement lieu la nuit, ou sous le couvert d'opérations militaires chaotiques, ce qui suggère que ces crimes ne sont pas ouvertement autorisés par le groupe (Nwaubani, 2018). Cette contradiction flagrante entre les valeurs déclarées et le comportement réel affecte la vision de Boko Haram par le public ainsi que leur légitimité perçue et leurs aspirations à l'autorité morale.

Les violences sexuelles ont de graves répercussions sur la réintégration. Les femmes victimes de violences sexuelles sont souvent perçues négativement par leur communauté et risquent davantage d'être stigmatisées et exclues que les autres femmes qui rentrent chez elles. Les enfants conçus à la suite d'un viol ou lorsque la mère était en captivité sont souvent discriminés ou rejetés. Dans de telles situations, les mères sont parfois obligées de choisir entre ces enfants et d'autres membres de leur famille. Pour les hommes qui se désengagent des OEV, la suspicion courante qu'ils ont perpétré des violences sexuelles a également un impact négatif sur leur réintégration.

3.2 PERSPECTIVES POUR LES DÉCIDEURS POLITIQUES ET LES INTERVENANTS

3.2.1 Analyse de genre

La littérature et l'expérience de l'OIM soulignent l'importance centrale de l'analyse de genre. Pour accroître la réactivité du DDRR en matière de genre, les politiques et les programmes doivent être fondés sur une analyse approfondie du genre, notamment :

- a) Cartographie et analyse des relations de pouvoir et des dynamiques de genre qui prévalent dans les environnements d'où proviennent les associés de l'OEV et dans lesquels ils sont susceptibles de retourner, notamment en ce qui concerne la réintégration politique, sociale et économique individuelle et collective;

7 Il existe de nombreuses preuves que cette déclaration s'applique à la violence contre les femmes et les filles. Les considérations soulignées dans cette section pourraient également s'appliquer aux hommes et aux garçons, mais les preuves sont insuffisantes, peut-être en raison de la stigmatisation sociale persistante de la violence sexuelle à l'égard des hommes et des garçons.

8 Il y a le cas de l'une des "filles de Chibok", qui est apparue dans une vidéo en mai 2017 déclarant qu'elle ne voulait pas être réunie avec sa famille, qu'elle considérait comme des "infidèles". Ses camarades de classe ont témoigné que sa conversion était liée aux violences sexuelles qu'elle a subies (Nwaubani, 2018).

- b) Compréhension des considérations de genre pour les processus d'entrée et de sortie, y compris l'engagement, le désengagement, l'association et la dissociation ;
- c) Analyse de genre dans la répartition des rôles au sein des OEV, ainsi que de sa possible signification pour les processus de DDRR.

L'analyse de genre doit explorer le rôle du genre en tant que tel, et non pas, comme c'est souvent le cas, commencer et finir par une analyse comparative des hommes et des femmes. Pour illustrer ce point, considérons la discussion ci-dessus sur la façon dont les libertés et le statut social peuvent motiver les hommes et les femmes à rejoindre une OEV. Malgré cette similitude de surface, à la lumière des attentes sociales plus larges, l'engagement et le désengagement affecteront différemment la position sociale des hommes et des femmes. Les hommes bénéficieront d'avantages structurels au sein du groupe et dans la plupart des cas, même après leur retour à la vie civile. Par ailleurs, la mesure de l'ascension sociale lors de l'engagement — et de la perte lors du désengagement — pour les hommes n'est comprise qu'en référence aux normes sociales applicables à ceux-ci, et la mesure pertinente pour les femmes n'est comprise que par rapport à celles applicables à celles-ci. Cette approche différenciée est essentielle pour concevoir des options et des processus de réadaptation et de réintégration durables.

Outils d'analyse

Au niveau individuel, l'analyse de genre peut être développée en préparant des cartes détaillées de réseaux sociaux. Ces outils affichent les réseaux sociaux d'une personne et mettent en évidence les relations et influences clés qui facilitent ou entravent le désengagement, la réhabilitation et la réintégration. Une des limites de ces cartes est que l'outil est statique, alors que les processus qu'elles cherchent à comprendre sont très fluides. Les raisons qui poussent une femme à rejoindre une OEV peuvent être différentes de celles qui l'encouragent à rester engagée, et elle peut décider de quitter le groupe même si les raisons qui l'ont poussée à l'adhésion restent valables.

Au niveau communautaire, et compte tenu du rôle important joué par les perceptions de la communauté dans la réintégration des femmes, l'analyse de genre devrait viser à mesurer les croyances et les attitudes qui créent des préjugés contre l'autonomisation des femmes dans la société (PNUD, 2019). Les intervenants peuvent se référer à l'indice multidimensionnel des normes sociales liées au genre du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), qui a été créé pour comprendre de quelle manière les croyances sociales peuvent faire obstacle à l'égalité des sexes sur plusieurs dimensions : il apparaît que les biais liés au genre et l'inégalité globale sont positivement liés (PNUD, 2019).

D'un point de vue macro, les praticiens du DDRR doivent mesurer et suivre les progrès nationaux en termes d'égalité des sexes et identifier les obstacles et opportunités structurels, afin que la programmation soit pleinement adaptée à son environnement et contexte. Un outil disponible est l'indice d'inégalité de genre, avec ses indicateurs axés sur la justice, l'inclusion et la sécurité (Georgetown Institute for Women, Peace and Security, 2019).

Applications

Les résultats de l'analyse au niveau individuel, communautaire et macro sont des éléments essentiels à la conception d'activités de DDRR sensibles au genre pour les anciens associés. Par exemple, les motivations individuelles et collectives à rejoindre une OEV devraient influencer la prestation de services pendant la phase de réhabilitation. Si l'analyse montre que la motivation des femmes pour rejoindre Boko Haram est d'atteindre une sécurité économique, les programmes doivent préparer des analyses du travail et du marché spécifiques au genre et donner la priorité

au soutien des moyens de subsistance. De même, si les profils indiquent que les femmes sont attirées par le fait qu'elles ont une perspective de participation politique dans Boko Haram, les équipes DDRR doivent envisager des possibilités de leadership et d'éducation civique. En bref, un programme de réhabilitation sensible au genre répondra aux besoins pratiques des hommes et des femmes, dans le but d'accroître l'égalité des sexes.

Enfin, la collecte de données sur le genre doit être une priorité claire pour le personnel et les partenaires afin de rendre visibles les dimensions de genre. Au-delà d'être une contribution importante à la conception de programmes individuels, les données collectées devraient, dans la mesure du possible, être transformées en produits de connaissance et être largement diffusées.

3.2.2 Participation et autonomisation

La littérature confirme fortement que la participation significative des femmes est indispensable à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix. Dans les contextes de DDRR où il n'existe pas de processus de paix formel pour guider la désescalade du conflit et assurer la participation des femmes, les processus de DDRR représentent des plateformes efficaces pour l'engagement significatif des femmes : l'implication ciblée des femmes et des organisations de femmes dans la conception et la mise en œuvre des processus de DDRR favorisera et renforcera leur intégration dans les espaces politiques et juridiques de l'État, ce qui modifiera et remettra en question les structures paternalistes qui alimentent les conflits et le recrutement. La participation des femmes doit être encouragée sur un pied d'égalité avec celle des hommes, et leurs efforts en faveur de la promotion de la paix, de la prévention des conflits et de la réconciliation doivent être formellement reconnus.

La participation significative des femmes est favorisée par une coordination accrue entre les parties prenantes qui donnent la priorité à la participation et à l'autonomisation des femmes. Reconnaissant que le leadership des femmes est déjà établi dans de nombreux forums informels au niveau communautaire, les intervenants peuvent soutenir les femmes en facilitant l'accès à ces espaces informels.

La participation repose également sur l'appropriation locale des politiques et des programmes. Les processus de DDRR doivent renforcer le leadership local, tout en allouant suffisamment de ressources aux groupes de la société civile locale et en tenant compte des avis critiques des femmes et des filles. Ainsi, il est crucial que les acteurs du DDRR écoutent les parties prenantes locales et les reconnaissent comme des partenaires égaux, et pas seulement comme des sources d'informations, pour parvenir à l'appropriation locale. La littérature fournit des conseils utiles sur l'appropriation locale, notamment sur les Plans Nationaux d'Actions (PNA) sur les femmes, la paix et la sécurité⁹, décrivant des processus de consultation inclusifs avec les acteurs de la société civile et des mesures pour suivre les progrès du gouvernement.

Les femmes en tant qu'instauratrices de la paix

Il est généralement admis que les femmes jouent des rôles de consolidation de la paix au sein de leurs communautés (Nations Unies, 2010). En Afrique subsaharienne, par exemple, les femmes ont historiquement joué un rôle important dans la prévention de l'extrémisme violent et ont montré un énorme potentiel en tant qu'instauratrices de paix dans toute la région. Elles sont souvent considérées comme les garantes de l'honneur familial et les gardiennes des traditions communautaires, ce qui représente une position d'influence considérable dans la communauté.

⁹ Une liste des plans d'action nationaux sur les femmes, la paix et la sécurité est disponible à l'adresse suivante : [www.wpsnaps.org/#:~:text=National%20Action%20Plans%20\(NAPs\)%20are,governed%2C%20funded%2C%20and%20monitored.](http://www.wpsnaps.org/#:~:text=National%20Action%20Plans%20(NAPs)%20are,governed%2C%20funded%2C%20and%20monitored.)

Le placement des femmes au sein de leur communauté et de leur foyer a des répercussions sur le DDRR. Par exemple, certains types de victimisation, comme la violence sexuelle, peuvent conduire à ce que la femme soit blâmée pour le déshonneur subit par toute sa famille. En outre, une femme dont la réintégration est réussie peut être perçue comme une image positive et bénéfique pour sa famille élargie et sa communauté, ce qui peut être avantageux pour cette femme. Or le fait que son comportement ait des effets d'une telle portée constitue également un fardeau supplémentaire pour la femme. Autrement dit, les enjeux de la réintégration de la femme sont cruciaux et tout échec pourrait avoir un impact sur l'ensemble de sa communauté.

Les politiques et programmes de DDRR devraient tenir compte du potentiel unique des femmes et leur donner les moyens nécessaires pour contribuer à la consolidation de la paix, à la résilience des communautés et à la construction d'identités alternatives. La région du bassin du lac Tchad, représente une opportunité unique pour la participation transfrontalière des femmes et pour un échange d'idées et de bonnes pratiques en matière de genre, car c'est dans cette région que se déroule un dialogue transnational sur les conflits et la paix.

3.2.3 Besoins pratiques et stratégiques en matière de genre

Proposée par Moser (1989), la notion d'intérêts et de besoins pratiques et stratégiques liés au genre offre un cadre utile pour comprendre les besoins des participants de DDRR. Par besoins pratiques liés au genre, il est question des besoins qu'ont les femmes et les hommes pour faciliter leur vie quotidienne, entre autres l'accès à l'eau, de meilleurs transports et de meilleures structures d'accueil pour les enfants. Certes, même si répondre à ces besoins ne remettra pas directement en cause les relations de pouvoir entre les sexes, cela pourrait éliminer des obstacles qui empêchent l'autonomisation économique des femmes. Les besoins stratégiques en matière de genre font référence aux besoins présents au niveau sociétal, pour transformer les rôles et les relations de genre, par exemple une loi condamnant la violence basée sur le genre, l'égalité d'accès au crédit, l'égalité d'héritage, etc. Répondre à ces besoins serait modifier les relations de pouvoir entre les sexes (PNUD, 2019).

3.2.4 Perceptions contrastées

Une étape importante à la conception de programmes et d'outils de DDRR consiste à comprendre les perceptions des participants. Ainsi, dans la conception des programmes de réhabilitation et des protocoles de gestion des cas, il faudrait se référer à l'auto-perception des anciens associés. Les intervenants pourraient également identifier les différentes situations où il y a eu conflit entre perceptions personnelles et perceptions externes des communautés, des autorités et des autres parties prenantes. Les activités de DDRR peuvent contribuer à combler ces différences et à forger une compréhension commune des conditions d'une transition pacifique, réussie et durable vers la vie civile. Cette compréhension mutuelle pourrait ainsi être la base d'un pacte social, nouveau ou renouvelé, entre l'ancien membre et la communauté.

3.2.5 Soutien aux victimes et prévention de la violence sexuelle

Une gamme complète des services de soutien dont ont besoin les victimes de violence sexuelle et de violences basées sur le genre doit être fournie par la totalité des programmes de DDR, ainsi qu'un développement des initiatives de réhabilitation et de réintégration se concentrant sur les survivants. Dans l'optique de la réintégration, les praticiens du DDRR doivent chercher à comprendre les dynamiques sociologiques qui créent ou intensifient les perceptions négatives des femmes victimes de violences sexuelles. Un soutien psychosocial à ces femmes, à leurs familles et à leurs communautés est souvent nécessaire pour parvenir à la guérison et atténuer la stigmatisation sociale.

En même temps, les processus de DDRR peuvent contribuer à des démarches plus importantes pour étudier les vulnérabilités des violences sexuelles liées aux conflits et aider à développer des politiques empêchant celles-ci. Les programmes de DDRR peuvent, par exemple, soutenir le changement structurel en sensibilisant les acteurs étatiques à l'incidence et aux conséquences sociologiques de la violence sexuelle, ainsi qu'en renforçant les outils juridiques et institutionnels.

Une autre étape importante consiste à engager des autorités policières et judiciaires pour dialoguer sur la responsabilisation de ces crimes, les lois applicables et le statut du pays en tant que partie ou non partie à des traités internationaux spécifiques. La sensibilisation des acteurs étatiques à la violence sexuelle et à ses conséquences sociologiques doit être renforcée et les outils juridiques et institutionnels existants doivent être réformés. La littérature révèle que dans de nombreux systèmes juridiques, les crimes sexuels, y compris ceux commis par les OEV¹⁰, ne sont pas traités sérieusement, ce qui nuit gravement à la réintégration individuelle et collective. Dans le cadre du DDRR, des protocoles de filtrage peuvent contribuer à la responsabilisation en prenant strictement en compte la perpétration de crimes sexuels, ce qui empêcherait l'éligibilité à la réhabilitation et à la réintégration hors prison. De même, en reconnaissant leurs souffrances et en leur offrant un apaisement, les poursuites judiciaires peuvent jouer un rôle psychosocial et curatif essentiel pour les victimes.

Dans le même ordre d'idées, les programmes de DDRR doivent chercher à comprendre comment l'OEV et ses anciens associés conçoivent les tabous et les transgressions. Les relations entre hommes et femmes au sein du groupe sont également importantes, car elles auront un effet durable sur le comportement des anciens associés une fois de retour dans leurs communautés. De telles réflexions ont des implications critiques sur les notions affirmées ou perçues de hiérarchie et de pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur du groupe, des éléments qui sont essentiels pour les processus de DDRR.

3.2.6 Transformer les normes de genre

Les normes sociales fondamentales d'une communauté influencent les croyances des gens en matière de comportement approprié. Ces croyances déterminent l'éventail des choix et des préférences qu'un individu peut exercer. Concernant les relations de genre, ces croyances peuvent être particulièrement importantes, car elles peuvent déterminer les libertés individuelles et les relations de pouvoir. Diverses manières peuvent déclencher un changement dans les normes sociales, notamment par les biais du développement économique, de l'innovation technologique, de nouvelles lois, politiques ou programmes, de l'activisme social et politique, ou de l'exposition à de nouvelles idées et pratiques par des canaux formels et informels (PNUD, 2019).

La littérature montre clairement que les conflits sont souvent alimentés par les normes de genre, incitant les femmes et les hommes à rejoindre les OEV et entravant leur transition vers la vie civile. Pour aboutir à la réintégration, la réconciliation, la consolidation de la paix et la prévention des conflits, il est essentiel d'identifier, de remettre en question et finalement de transformer ces normes. De tels changements sociétaux nécessitent une action à tous les niveaux et concertée de la part des dirigeants politiques et des décideurs - hommes et femmes. Les résultats ont montré que les hommes et garçons doivent être impliqués dans les changements transformateurs; des efforts visant à remettre en question les normes de genre rigides et les dynamiques de pouvoir au niveau des ménages et des communautés (PNUD, 2019), jusqu'aux changements de politique et de législation au niveau macro.

10 Attah (2016) aborde le traitement juridique du viol et des crimes sexuels perpétrés par Boko Haram.

4. RÉSULTATS DE LA RECHERCHE DE TERRAIN

Cette section présente les résultats des études de terrain menées au Cameroun et au Tchad, qui visaient à comprendre en profondeur les dimensions sexospécifiques présentes dans une région particulière, ainsi qu'à tester les principales conclusions de l'analyse documentaire.

4.1 CULPABILITÉ ET RISQUE

Les études de terrain soulignent que, tout en souffrant d'une stigmatisation sociale et d'une marginalisation importantes, les femmes qui se sont désengagées de Boko Haram bénéficient d'une certaine clémence qui n'est pas accordée aux hommes. L'étendue de la clémence n'est cependant pas homogène dans la région, et les appels à la justice sociale et pénale ont été plus forts au Cameroun qu'au Tchad. Au Cameroun, la plupart des populations locales ont une perception négative de Boko Haram, car elles sont plus susceptibles d'avoir été victimes des crimes du groupe. Ces perceptions représentent un obstacle sociologique majeur pour le processus de réintégration. Au Tchad, en revanche, les attitudes de la communauté envers les anciens associés étaient moins négatives qu'au Cameroun, peut-être dû au fait que les personnes interrogées avaient subi moins d'incidents de victimisation directe.

Dans les deux pays, les personnes interrogées perçoivent la répartition des rôles au sein des OEV comme fondamentalement sexuée, estimant que les hommes jouent des rôles actifs et portent des armes dans ces organisations, tandis que les femmes sont confinées à des postes secondaires ou encore exploitées. Il s'ensuit que, dans les deux pays, les anciens associés masculins sont considérés comme plus menaçants pour la sécurité de la communauté que leurs homologues féminins.

Les préoccupations en matière de sécurité expliquent pourquoi la majorité des personnes interrogées (73%) semblent penser que les anciens associés doivent être séparés ou « isolés » de leur communauté pendant un certain temps avant leur retour. Or, paradoxalement, les anciens associés hommes et femmes sont considérés par la plupart des personnes interrogées comme des victimes, et ils ne sont pas perçus comme radicaux dans leurs croyances idéologiques. Une analyse approfondie et sensible au genre serait nécessaire pour apporter plus de clarté sur la façon dont les gens conçoivent la victimisation, l'association et les idéologies radicales.

Dans les rares cas où les femmes sont considérées comme plus dangereuses que les hommes, c'est parce qu'elles sont perçues comme susceptibles d'être influencées par la violence des hommes. Cette caractérisation démontre un stéréotype de genre bien ancré de la domination masculine. Pour exprimer ce point de vue, les répondants déclarent que les femmes impliquées dans des actes terroristes sont, par exemple, « envoyées » ou « instrumentalisées » par des hommes.

Les communautés peuvent douter de la sincérité des intentions de réintégration d'une femme qui a quitté un groupe, alors que son mari ou son partenaire sont restés engagés. En bref, les perceptions du risque que représente une femme pour la communauté sont liées aux notions culturelles selon lesquelles les femmes ne peuvent échapper à la domination masculine et pourraient, sur ordre des hommes, devenir violentes contre leur propre communauté.

4.2 VICTIMISATION

Dans les deux pays, la majorité des personnes interrogées pensent que les ex-collaboratrices féminines sont plus victimisées que les hommes. Au Cameroun, 56 % des personnes interrogées déclarent que la victimisation est plus élevée chez les femmes, 27 % pensent que les femmes sont moins victimisées, et 17 % pensent que la victimisation est égale entre les hommes et les femmes. Au Cameroun, la perception d'une victimisation disproportionnée des femmes semble fondée sur le fait reconnu que les femmes sont plus susceptibles de subir des vulnérabilités socioéconomiques et des inégalités structurelles liées à leur genre.

Au Tchad, 62 % des répondants affirment que les femmes sont plus victimisées que les hommes, tandis que 35 % considèrent que les hommes et les femmes sont égaux en termes de victimisation, et seulement 3 % pensent que les hommes sont plus victimisés que les femmes, les explications étant différentes selon les catégories de répondants. Les femmes sont considérées comme des victimes au Tchad, parce qu'elles sont forcées de rejoindre Boko Haram, subissent des abus et luttent pour se réintégrer. Les personnes interrogées expliquent leur point de vue de la victimisation de la femme en déclarant que, par exemple, « les membres de Boko Haram les utilisent comme leurs femmes » ou parce qu'« elles subissent des abus au sein du groupe et leur réintégration est également difficile. »

4.3 LES OBSTACLES ET LES PRIORITÉS EN MATIÈRE DE RÉINTÉGRATION

Tableau 1. Les obstacles perçus par les personnes interrogées à la réintégration des anciens associés de Boko Haram

Obstacle	Cameroun	Tchad
Les anciens associés sont perçus comme dangereux	35 %	32 %
Difficultés économiques et pauvreté	31 %	38 %
Croyances et coutumes religieuses	25 %	27 %

Au Cameroun, lorsqu'on leur demande d'identifier les obstacles à la réintégration, les personnes interrogées signalent, en premier lieu, la perception de la communauté selon laquelle les anciens associés de retour au pays constituent une menace pour la sécurité. S'en suivent les difficultés économiques, puis les croyances religieuses et les coutumes. Au Tchad, les difficultés économiques sont le principal obstacle perçu, suivi par les perceptions, puis par les croyances religieuses et les coutumes. Le fait que les répondants camerounais aient accordé plus d'importance aux perceptions de la communauté s'aligne avec le constat précédent : les perceptions de Boko Haram et de ses associés sont perçues comme plus négatives par les Camerounais que par les répondants tchadiens.

Dans l'ensemble, environ un tiers des répondants ont classé comme principal obstacle à la réintégration la prévisible perception négative envers les hommes et les femmes de retour au pays. Certains répondants ont décrit cet obstacle comme créant un cercle vicieux : les communautés craignent le retour d'un ancien associé par peur que celui-ci devienne réticent à s'intégrer dans des environnements peu accueillants. Cela entraîne une augmentation des craintes et de la méfiance parmi les membres de la communauté.

Tableau 2. Besoins prioritaires perçus par les personnes interrogées pour la réintégration des anciens associés de Boko Haram

Besoins prioritaires	Cameroun	Tchad
Soutien psychosocial	34 %	31 %
Réintégration économique	22 %	36 %
Formation religieuse et traditionnelle	21 %	16 %
Centres de détention et de réhabilitation	23 %	17 %

Lorsqu'on leur demande de classer les besoins et nécessités qu'ont les anciens associés qui sont rentrés chez eux, les répondants du Cameroun priorisent le soutien psychosocial, suivi de la réintégration économique. Le soutien psychosocial est également une priorité absolue pour les répondants tchadiens, mais ils mettent davantage l'accent sur la réintégration économique. En outre, 23 % des répondants au Cameroun et 17 % des répondants au Tchad donnent priorisent comme besoin à la réintégration, les centres de détention et de réhabilitation. L'intérêt pour de tels centres semble confirmer la conclusion précédente, selon laquelle de nombreuses personnes interrogées estiment que les anciens associés devraient être tenus à l'écart de leurs communautés avant d'être réintégrés dans celles-ci. Le fait que les personnes interrogées au Cameroun considèrent ces centres comme une priorité plus importante, semble encore une fois confirmer les résultats précédents sur les différents degrés de négativité à l'égard de Boko Haram au Cameroun et au Tchad, ainsi que les appels à la justice plus importants au Cameroun. Ainsi, les personnes interrogées au Cameroun connaissent peut-être mieux ces centres, car ceux-ci font partie de la stratégie nationale. De plus, le Comité national de démobilisation, de désarmement et de réintégration qui a récemment été créé a annoncé que dans le cadre de la réponse du gouvernement dans la région de l'Extrême-Nord, qu'il prévoit d'ouvrir un grand centre à Meme.

4.4 ASSISTANCE DIFFÉRENCIÉE

Les personnes interrogées au Cameroun ont clairement exprimé que les programmes de DDRR doivent s'adapter aux besoins sexospécifiques des individus. Leur position est bien soutenue dans la littérature. Au Tchad, au contraire, les répondants ont accordé moins d'attention à l'importance des spécificités individuelles ou de genre.

Une question demandait aux répondants de quelle manière ils percevraient une mesure qui pourrait fournir une assistance plus favorable aux anciennes associées qu'aux autres femmes. Cette question visait à recueillir des points de vue sur l'action positive ou la discrimination positive, employée dans certaines sociétés pour compenser les déficits existants entre les groupes de populations en visant la participation prioritaire d'un groupe au sein de la société par rapport à un autre. Ces stratégies sont également adoptées pour atténuer un régime d'oppression institutionnelle.

Tableau 3. Attitudes à l'égard de l'assistance préférentielle

Attitude	Cameroun	Tchad
La mesure est juste et positive	65 %	58 %
La mesure n'est pas importante	1 %	28 %
La mesure est injuste	34 %	14 %

Dans l'ensemble, les personnes interrogées approuveraient l'octroi d'une aide supplémentaire ou spéciale aux ex-compagnons féminins. Au Cameroun, deux répondants sur trois considèrent cette mesure comme positive et juste, et un sur trois la considère comme injuste. Au Tchad, moins de répondants ont considéré la mesure comme juste et positive (58 %) ou injuste (14 %), tandis que 28 % l'ont jugée sans importance.

Les réponses à cette question ont montré une variance significative entre les différentes catégories de répondants. Les autorités politiques et administratives ont noté la nécessité d'une telle discrimination positive, mais ont mis en garde contre le fait que favoriser les anciens associés conduirait les autres à éprouver du mépris pour eux. Un autre répondant a exprimé un point de vue quelque peu incohérent selon lequel une telle aide serait motivante pour les anciens associés, prouvant que leurs communautés les tiennent en estime. Les acteurs communautaires ont exprimé leur inquiétude quant à la stigmatisation des bénéficiaires privilégiés et leur crainte que le traitement favorable incite certaines personnes à rejoindre les OEV dans le seul but de bénéficier d'avantages économiques lors de leur désengagement.

Cela dit, la plupart des personnes interrogées étaient favorables à l'octroi de ces avantages, ce qui est à la fois encourageant et intéressant. D'une certaine manière, c'est contre-intuitif : la compétition pour les ressources tend à augmenter la probabilité d'un conflit social, et les avantages économiques accordés aux bénéficiaires des programmes de réintégration exacerbent généralement les tensions au sein des communautés d'accueil. Cette apparente ouverture à une assistance préférentielle pour les participants au DDRR peut être un point d'entrée pour concevoir des stratégies de réintégration équilibrées. Cependant, du point de vue de la sensibilité aux conflits et, cette assistance ciblée, après avoir été consultée avoir des membres de la communauté, doit être gérée avec prudence et associée à des avantages qui profitent à l'ensemble de la communauté.

4.5 RÉINTÉGRATION

4.5.1 Opinion majoritaire

Environ deux tiers des répondants au Cameroun (63 %) et au Tchad (67 %) considèrent que la réintégration des femmes est moins difficile que celle des hommes. Conformément à la littérature, les études de terrain au Cameroun ont révélé une perception répandue selon laquelle les femmes sont recrutées de force dans l'OEV. Leur désengagement du groupe est compris comme un « sauvetage », un concept intrinsèquement patriarcal. De même, au Tchad, les femmes sont décrites comme des suiveuses et leur réintégration est censée découler naturellement de celle des hommes. D'autre part, les hommes sont considérés comme étant plus intensivement engagés dans l'OEV, ce qui est lié à une plus grande difficulté de réintégration. Une différence importante a été observée dans les deux pays en fonction du genre des répondants : les femmes expriment plus de craintes concernant le retour des femmes, tandis que les hommes se concentrent davantage sur les difficultés de réintégration des hommes.

Lors d'une question connexe, les résultats ont montré qu'une majorité de répondants au Cameroun (55 %) et au Tchad (67 %) pensent également que la réintégration des hommes est une priorité plus importante que celle des femmes. Cette tendance semble liée aux notions de pouvoir des hommes et de passivité des femmes, car les répondants pensent que les hommes peuvent faire cesser les attaques. En d'autres termes, la réintégration des hommes est perçue par les communautés comme une solution préventive à la violence dans les zones sous influence de Boko Haram. Au Tchad, les personnes interrogées ont expliqué que si les hommes quittaient Boko Haram, le groupe cesserait d'exister.

Notez que les réponses à ces deux questions sur la difficulté de la réintégration et les priorités suggèrent également que les communautés sont plus susceptibles de prioriser la réintégration des hommes lorsque ces communautés sont sous la menace immédiate et sérieuse de Boko Haram.

Les personnes interrogées ont également donné la priorité à la réintégration des hommes en se basant sur leur conviction que les femmes suivraient les hommes dans toutes leurs décisions. Comme l'a expliqué une femme interrogée : « Les femmes suivent les hommes. Si la priorité est donnée aux hommes, les femmes ne feront rien d'autre que de suivre leurs maris¹¹. » Ce sentiment, qui est particulièrement fort au Tchad, est repris dans plusieurs entretiens, par exemple avec une autorité locale (« en donnant la priorité aux hommes, les femmes les suivront »), un travailleur humanitaire¹² (« si les hommes reviennent, les femmes les suivront ») et des acteurs de la justice qui pensent que donner la priorité aux hommes aurait un effet d'entraînement sur les femmes.

L'implication de cette croyance est claire. Si les décideurs pensent que la situation des femmes peut être résolue automatiquement avec celle des hommes, les dimensions de genre ne seront pas prises en compte dans les politiques et programmes de DDRR. Dans cette optique, il n'est pas nécessaire de concentrer les efforts et les ressources sur les besoins spécifiques des femmes. Des recherches plus approfondies, et notamment des entretiens avec d'anciennes associées, seraient utiles pour vérifier ces perceptions de la dynamique de genre dans les choix de désengagement et de réintégration.

Le fait que les communautés craignent le retour des hommes, tout en donnant la priorité à leur réintégration par rapport à celle des femmes, illustre l'interaction complexe entre le genre et les processus de DDRR. Au Tchad, par exemple, les autorités de l'État notent à juste titre que les communautés percevaient les hommes comme plus dangereux, mais ces autorités s'inquiètent également du fait que ces craintes signifient que les communautés n'accueilleraient pas les hommes à leur retour. D'une certaine manière, cette crainte est démentie par le fait que les communautés accordent la priorité à la réintégration des hommes plutôt qu'à celle des femmes et qu'elles considèrent que la réintégration des hommes peut apporter des avantages tangibles en matière de sécurité.

4.5.2 Opinion minoritaire

Au Tchad, l'opinion minoritaire selon laquelle la réintégration des femmes peut être plus difficile que celle des hommes révèle également certains stéréotypes de genre. Premièrement, ces répondants ont mentionné que les femmes « sont plus vulnérables, en plus d'être mères d'enfants¹³ », soulignant les inégalités structurelles qui désavantagent les femmes et justifient un traitement spécial et prioritaire. Deuxièmement, les répondants expriment une méfiance à l'égard des anciens associés féminins en raison de leur lien avec certains types de violence, comme les attentats suicides. Troisièmement, et confirmant les résultats de l'étude documentaire, les personnes interrogées craignent que les femmes ne soient plus stigmatisées que les hommes lors de leur retour dans leur communauté d'origine. Plusieurs personnes interrogées ont déclaré que les femmes qui rentrent chez elles ne seront jamais vraiment réintégrées parce qu'elles seront rejetées par les autres femmes, et qu'elles ne pourront pas se marier.

En d'autres termes, l'opinion minoritaire selon laquelle la réintégration des femmes devrait être prioritaire est fondée sur la conviction que les femmes sont des victimes plus vulnérables. Cela reflète un certain degré de solidarité qui peut servir de point d'entrée aux programmes de réintégration.

11 Femme déplacée de Kafia, 25 ans.

12 Travailleur de la société civile, homme, 25 ans.

13 Résident de Baga Sola, 33 ans.

Une autre raison invoquée pour donner la priorité aux femmes est la crainte que Boko Haram n'attaque la communauté afin de recapturer l'ex-associée. Cette crainte est étroitement liée à la perception persistante que les femmes sont dominées par les hommes et qu'elles sont incapables de se dissocier complètement si leurs partenaires masculins restent dans le groupe. Selon ce point de vue, les femmes sont une menace pour leur communauté, non pas à cause de ce qu'elles feront, mais à cause de ce que les hommes feront. Il s'ensuit que les femmes qui rentrent seules méritent un soutien prioritaire afin qu'elles puissent rompre leurs liens avec l'OEV.

En ce qui concerne la perception des femmes, notez que même si les communautés craignent généralement moins ces femmes que les hommes, les niveaux de méfiance sont élevés. Il existe de rares exemples de femmes qui ont joué un rôle actif et primordial dans leur groupe, par exemple en tant que combattantes, messagers ou éclaireuses, et ces exceptions déclenchent des soupçons à l'égard des femmes en général. C'est en grande partie par peur des représailles que les femmes qui reviennent sont souvent réticentes à expliquer leurs actions pendant leur séjour dans le groupe, ce qui décourage davantage la confiance.

4.5.3 Inégalité incorporée

Ces stéréotypes de genre étaient rarement remis en question par les répondants, ce qui suggère le phénomène de « l'inégalité incorporée », dans lequel l'inégalité sociale basée sur le genre est si profondément ancrée qu'elle est acceptée sans être remise en question. L'inégalité devient, au contraire, un fondement incontesté de l'action et de la pratique sociale. Dans ce cas, l'inégalité incorporée empêche l'équipe de recherche de savoir si les répondants qui donnent la priorité aux femmes ou qui favorisent une assistance différenciée sont motivés par l'amélioration du statut des femmes ou s'ils compensent simplement les individus pour les inégalités qui handicapent leur réintégration.

4.6 PARTICIPATION DES FEMMES AUX PROCESSUS DE RÉINTÉGRATION

Tableau 4. Opinions sur l'importance de la participation des femmes

Importance accordée à la participation des femmes	Cameroun	Tchad
Absolument nécessaire	32 %	15 %
Assez nécessaire	46 %	51 %
Souhaitable	14 %	34 %
Inutile	8 %	-

Une grande majorité des personnes interrogées déclarent que la participation des femmes au DDRR est absolument ou au moins assez nécessaire. Seuls un petit pourcentage au Cameroun (8 %) et aucun répondant au Tchad pensent que cette participation n'est pas nécessaire. Au Tchad, cependant, les raisons invoquées par les répondants pour valoriser la participation des femmes se limitent à la nécessité de soutenir d'autres femmes. Les autorités locales, les dirigeants et les travailleurs de la société civile ont décrit les fonctions potentielles des femmes pour « conseiller les anciennes associées » et pour « leur apporter une aide morale ». Un homme déplacé vivant à Baga Sola a expliqué : « L'importance du rôle des femmes est surtout que celui-ci rassure les femmes. » D'autres acteurs ont mentionné que les femmes « peuvent parler

librement et sans tabous avec les anciennes associées » ou « peuvent servir de médiatrices en abordant tous les sujets¹⁴. »

Le fait qu'un si grand nombre de répondants coïncident dans leurs opinions sur les capacités particulières des femmes dans les programmes de DDRR est important. Même si les femmes sont plus susceptibles qu'auparavant d'occuper des postes gouvernementaux, les hommes continuent de dominer les sphères de décision,¹⁵ et les femmes ont encore tendance à être liées à des institutions et à des rôles professionnels perçus comme féminins, liés, par exemple, à la famille ou à la culture. Le fait de reconnaître que les femmes sont plus aptes à travailler avec d'anciennes associées pourrait aboutir à engager des femmes pour un soutien psychosocial et d'autres formes de conseil. Bien qu'il s'agit d'un point d'entrée, l'implication des femmes dans certains aspects du DDRR ne se répercutera pas automatiquement par leur positionnement dans d'autres domaines, tels que la sécurité et la gouvernance.

14 Résident de Baga Sola, 35 ans.

15 Selon le PNUD (2019, p. 150) : " Les femmes et les hommes votent aux élections à des taux similaires. Il y a donc parité dans la participation politique d'entrée de gamme, où le pouvoir est très diffus. Mais lorsque le pouvoir politique plus concentré est en jeu, les femmes apparaissent gravement sous-représentées. Plus le pouvoir et les responsabilités sont élevés, plus l'écart entre les sexes est important - et pour les chefs d'État et de gouvernement, il atteint presque 90 %."

5. CUMULATION DES RÉSULTATS DE LA LITTÉRATURE ET DU TERRAIN

5.1 ANALYSE DE GENRE

Les études documentaires et de terrain ont confirmé que l'analyse de genre qui explore pleinement les questions de genre sans recourir à des comparaisons ou conclusions superficielles est strictement nécessaire pour un DDRR efficace. Les recherches ont mis en évidence la variance et la nuance des croyances sur le genre et leurs implications. Le travail sur le terrain a également montré que les points de vue sur le genre varient entre les communautés et même au sein de celles-ci, ce qui nécessite une analyse au niveau des individus et de leurs familles, groupes et communautés, ainsi qu'au sein d'un environnement plus large.

5.2 PARTICIPATION SIGNIFICATIVE

La recherche appuie fortement le constat selon lequel les femmes doivent être systématiquement incluses dans les processus de DDRR. Leur exclusion est discriminatoire dans la mesure où elle limite les chances de réussite d'intégration des femmes et aggrave leur vulnérabilité. Le fait qu'une grande majorité des personnes interrogées considère la participation des femmes comme absolument ou assez nécessaire est positif. La littérature fournit des conseils sur les étapes pratiques, notamment le renforcement des capacités des femmes et des partenaires et le renforcement des espaces informels où les femmes exercent déjà un leadership.

5.3 PERCEPTIONS GENRÉES

Cette recherche apporte une contribution importante à la littérature sur les points de vue genrés de l'engagement et du désengagement. Dans l'ensemble, les personnes interrogées considèrent que les femmes sont forcées de suivre, ou suivent les hommes à l'entrée et à la sortie du groupe Boko Haram, où elles jouent des rôles secondaires, sans responsabilités ni pouvoir au sein du groupe. Ces perceptions ont un impact sur chaque phase du DDRR. Leurs effets sont complexes et parfois paradoxaux, ce qui conduit à accorder aux femmes plus de clémence, mais moins d'importance qu'aux hommes. La croyance selon laquelle la situation des femmes sera résolue automatiquement en solutionnant celle des hommes entraîne une négligence systématique des besoins et des intérêts des femmes.

La littérature et les points de vue des femmes anciennement associées font état de motivations différentes. Certaines femmes ne sont pas forcées de s'engager, mais choisissent consciemment de le faire pour obtenir des libertés et un statut social. Le fait que les personnes interrogées n'aient pas mentionné ce scénario d'engagement possible peut refléter la force de leurs stéréotypes

de genre. Il est important que les praticiens du DDDR reconnaissent ces expériences multiples chez les femmes, afin de pouvoir adapter les services de réhabilitation et de réintégration de manière appropriée. En résumé, la compréhension de l'ensemble des facteurs, au-delà de la vision simpliste de la passivité des femmes, est une condition préalable à la réussite du DDDR.

5.4 SOUTIEN À LA RÉINTÉGRATION

Les études documentaires et les études de terrain signalent l'importance d'une assistance différenciée pour répondre aux besoins des femmes et des hommes après leur désengagement. Or, en examinant les explications des personnes interrogées, il n'est pas évident de savoir dans quelle mesure leur approbation de l'assistance différenciée reflète une réelle différence dans les besoins, par opposition aux préjugés genrés des personnes interrogées¹⁶. De plus, il n'est pas clair si leur soutien est le signe d'une volonté de rectifier les inégalités structurelles. La franchise des répondants de prioriser l'aide à d'anciennes associées aux autres femmes est un résultat important et un point d'entrée pour les praticiens. Leur soutien suggère une reconnaissance du fait que les femmes qui rentrent chez elles sont confrontées à des vulnérabilités accrues en raison de leur statut d'anciennes associées et de leur sexe.



Hadiza Adamu Garba et ses enfants, des déplacés internes vivant dans l'un des camps gérés par l'OIM. Les déplacés internes du camp de Bakassi endurent une brève tempête de sable à la fin de la saison de l'harmatan dans le nord-est du Nigéria. Ils viennent des villages voisins qui ont été rasés par Boko Haram. © OIM 2018/Alfred CABALLERO

¹⁶ D'un point de vue sociologique, la différenciation peut soutenir le changement social et augmenter la probabilité d'inclusion. Voir, par exemple Jeffrey C. Alexander, *Differentiation Theory and Social Change : Comparative and Historical Perspectives*. Columbia University Press (New York, 1990).

Les recherches soulignent la nécessité de soutenir les moyens de subsistance des ex-collaboratrices, afin de réduire leur dépendance à l'égard des hommes de leur famille. La littérature et l'enquête confirment que les inégalités structurelles sont souvent liées au recrutement des femmes par Boko Haram et à leur risque de récidive. Le soutien aux moyens de subsistance peut être considéré comme réponse aux besoins pratiques d'une femme, tout en corrigeant une injustice sociale préexistante liée à son engagement initial et à sa vulnérabilité à un futur recrutement. Cependant, une mise en garde importante s'impose ici : même si les efforts de réintégration peuvent et doivent viser les inégalités structurelles, ils ne remplacent pas valablement les actions spécifiquement conçues pour accroître l'égalité des sexes.

5.5 CHANGEMENT TRANSFORMATIONNEL

Si l'on revient au concept de besoins sexospécifiques de Moser (1989), il est clair que le DDRR fournit une plateforme solide pour progresser dans la réponse aux besoins pratiques et stratégiques. En termes pratiques, l'accent mis par le DDRR sur l'adaptation individuelle du soutien à la réadaptation et à la réintégration vise à répondre aux besoins quotidiens des anciennes associées, à faciliter leur transition vers la vie civile et à renforcer leur résilience contre tout recrutement futur. Ce processus d'adaptation, aux individus et aux contextes communautaires spécifiques, est essentiel. En termes de besoins et de capacités, les femmes ne constituent pas un groupe homogène, et divers points de vue sur le genre sont présents entre les communautés et même au sein de celles-ci.

En tant que processus social holistique, le DDRR peut être un déclencheur de changement social. Il doit s'efforcer d'être progressif et de transcender les cadres sociaux existants qui alimentent la construction d'identités sexuées, afin de promouvoir les droits transformateurs des femmes et des hommes et d'assurer l'égalité des sexes. Le DDRR en général, et en particulier les activités de réintégration, peuvent être conçus dans le but d'aborder et de transformer les structures paternalistes qui alimentent la violence et le recrutement dans les OEV.

Les décideurs, les institutions et les détenteurs du pouvoir peuvent être réfractaires à cette transformation, et les programmes de DDRR doivent s'accompagner de campagnes de sensibilisation visant à mieux faire comprendre la nécessité d'une action sensible au genre, ainsi que la manière dont l'égalité des sexes contribue à rendre les sociétés plus fortes et plus résistantes aux conflits.

En tandem avec l'action politique et juridique, le DDRR peut soutenir les transformations au niveau communautaire. Par exemple, en intégrant les femmes dans tous les aspects du DDRR, l'approche peut changer la façon dont les besoins des femmes sont compris et satisfaits, et avoir des répercussions positives sur d'autres domaines. En soutenant les organisations de femmes et les femmes comme instauratrices de la paix et agents de réintégration, des changements peuvent être provoqués au sein de leurs communautés et des sociétés en général. Au sein des communautés, le programme de changement doit être piloté par la communauté même en impliquant les femmes et les hommes, et non pas seulement être « consulté » par la communauté.

6. RECOMMANDATIONS

6.1 RECOMMANDATIONS POLITIQUES ET PROGRAMMATIQUES

Cette recherche a conduit à des recommandations politiques et programmatiques clés:

- a) **Intégrer l'analyse de genre** dans le cycle des politiques et des projets, en veillant à ce que les résultats éclairent la conception et les décisions. Une analyse complète nécessite une compréhension des individus, des groupes immédiats, des communautés et de leur environnement plus large. Une attention particulière doit être accordée aux perceptions externes, car elles jouent un rôle important dans la réintégration des hommes et des femmes.
- b) **Promouvoir la participation significative des femmes** à la conception et à la mise en œuvre de tous les aspects de la politique et de la programmation du DDRR dans le but d'identifier les meilleurs points d'entrée, ce qui peut inclure la facilitation de la médiation informelle et des espaces de dialogue où les femmes ont un avantage comparatif. En outre, il convient de réfléchir aux moyens de tirer parti de la participation des femmes au DDRR pour renforcer leurs rôles existants, par exemple, en tant que formatrices de normes au sein de leurs communautés, et d'ouvrir de nouvelles sphères d'influence. Les responsables du DDRR doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les femmes sont représentées au sein de leur personnel. L'obtention d'une participation significative dans le domaine hautement sécurisé du DDRR nécessitera des efforts continus et concertés pour générer un changement institutionnel à grande échelle.
- c) **Reconnaître que de nombreuses femmes souffrent d'une victimisation à plusieurs niveaux** et répondre à leurs besoins spécifiques. Le soutien psychosocial est une priorité absolue pour les femmes et les hommes qui sont confrontés à la violence et aux traumatismes. Parmi les besoins variés des victimes de violence sexuelle et sexuelle, il faut reconnaître que dans certains contextes culturels, les femmes victimes et leurs enfants seront stigmatisés par les familles et les communautés. Dans le cadre du DDRR, il faut prendre des mesures pour garantir la mise en place de lois et d'institutions permettant de tenir pour responsables les auteurs de crimes sexuels.
- d) **Renforcer les capacités du gouvernement et de la société civile** pour identifier et répondre aux différents besoins des hommes et des femmes, intégrer les considérations de genre et protéger les femmes et les filles. Les capacités des acteurs du gouvernement et de la société civile doivent être renforcées en mettant l'accent sur la capacité à explorer et à traiter les dynamiques de pouvoir, les perceptions patriarcales et leurs effets sur le DDRR. Des efforts sont également recommandés pour sensibiliser les autorités gouvernementales à la nécessité d'inclure la société civile et les femmes dans les politiques et programmes de DDRR et de s'écarter d'une approche trop sécuritaire.
- e) **Donner aux femmes et aux organisations de femmes** les moyens de jouer un rôle actif et décisionnel dans le processus de réintégration. Par exemple, les praticiens peuvent faciliter la création d'espaces partagés pour les anciennes associées, les dirigeantes de la société civile et d'autres parties prenantes afin de promouvoir le dialogue sur les besoins et les attentes des femmes. D'autres forums peuvent être appropriés pour aborder les priorités contextuelles, comme le soutien psychosocial, les mécanismes de résolution des conflits et la médiation traditionnelle.
- f) **Promouvoir l'appropriation locale du DDRR**, ce qui nécessite de soutenir le leadership local, de fournir des ressources aux groupes de la société civile, d'engager les parties prenantes locales en tant que partenaires égaux et d'écouter les femmes et les filles affectées par le conflit.

- g) **Défier et transformer les normes de genre.** Le DDDR ne peut atteindre ses objectifs à moyen ou long terme sans s'attaquer aux normes de genre qui contribuent aux conflits, motivent le recrutement et entravent la réintégration. Le DDDR peut et doit avoir un impact sur le changement social, en impliquant les femmes et les hommes à tous les niveaux de la société pour promouvoir les droits des femmes et des hommes et l'égalité des sexes. La sensibilité aux conflits est importante ici, car le changement transformateur comporte des risques, notamment la résistance des hommes et des détenteurs du pouvoir.

(Voir l'annexe II pour les recommandations recueillies auprès des répondants lors de la recherche de terrain au Cameroun et au Tchad.)

6.2 RECOMMANDATIONS DE RECHERCHE

Cette recherche a révélé la nature complexe et nuancée des perceptions de genre, y compris plusieurs paradoxes qui justifient des recherches supplémentaires :

- a) **Enquêtes ou entretiens pour évaluer l'opinion de la communauté sur le soutien préférentiel.** La plupart des personnes interrogées soutiennent la proposition d'un soutien préférentiel pour les anciennes associées, mais elles pensent aussi que d'autres personnes n'apprécieraient pas ou rejetteraient ce soutien.
- b) **Comprendre le sens donné à des mots comme « victimes », « radical » et « isolement ».** La plupart des répondants pensent que les anciens associés, hommes ou femmes, sont essentiellement des victimes qui n'avaient pas de convictions idéologiques radicales. En même temps, la plupart des répondants disent préférer que les anciens associés soient isolés ou séparés de leur communauté pendant un certain temps avant d'être admis. Comprendre comment les répondants conçoivent ces concepts aiderait à concilier leurs points de vue.

Il est également conseillé de poursuivre les recherches afin de contextualiser et d'élargir les conclusions sur les questions suivantes :

- a) **Décisions d'engagement**
Alors que la littérature suggère que certaines femmes rejoignent volontairement les OEV, pour, par exemple, obtenir des libertés sociales, les personnes interrogées dans les études de terrain attribuent entièrement l'engagement des femmes au recrutement forcé ou à la domination masculine. Des recherches supplémentaires axées sur les femmes associées et non associées seraient utiles pour mieux comprendre les moteurs de l'engagement.
- b) **Comment le genre de la personne interrogée affecte-t-il les perceptions ?**
L'échantillon n'a pas permis aux chercheurs de conclure si les femmes et les hommes ont les mêmes perceptions des anciennes associées, y compris si les deux sexes se méfient également des anciennes associées et comment les femmes et les hommes considèrent les victimes de violence sexuelle. Il est important de comprendre comment le sexe d'un non-associé influe sur ses perceptions, particulièrement concernant la façon dont les communautés considèrent les femmes comme des conseillères essentielles pour d'autres femmes au sein du DDDR.
- c) **Stigmatisation**
L'enquête a soulevé des questions importantes sur la stigmatisation sociale subie par les femmes lors de leur retour dans leur communauté. En dehors de la violence sexuelle, quels sont les facteurs qui contribuent à la stigmatisation ? Dans quelle mesure la stigmatisation subie par les femmes dépend-elle de leurs expériences dans l'OEV et, en particulier, la proportion dans laquelle leur rôle s'écarte des normes sociales ?

ANNEXE I

QUESTIONNAIRE

Le questionnaire sera guidé par les trois questions principales issues des conclusions de la revue documentaire à savoir :

1. Quels sont les obstacles majeurs à la réintégration des ex-engagées en tant que combattantes volontaires ou otages de Boko Haram ?
2. Les obstacles à la réintégration des femmes sont-ils les mêmes que ceux qu'on retrouve quand il s'agit des hommes ?
3. Quelles solutions durables de réintégration impliquant les communautés d'origine envisagez-vous ?
4. Pourquoi pensez-vous qu'elles seraient plus efficaces que qui pourraient être proposées par l'État ou les organisations internationales ?

Partie 1 - Différentiation hommes femmes (perception genre)

1. Quelle est l'entreprise de réintégration la plus difficile entre celle des hommes et des femmes ex-engagé(e)s de ou otages des groupes extrémistes violents ?
 - a) réintégration hommes
 - b) réintégration femmes

Pourquoi ?

2. Si on doit choisir entre la réintégration des hommes ou des femmes ex-engagé(e)s et/ou otages des groupes extrémistes violents, à laquelle devrait-on donner la priorité ?
 - a) priorité hommes
 - b) priorité femmes

Pourquoi ?

3. Entre les hommes et les femmes ex-engagé(e)s et/ou otages de groupes extrémistes violents, qui représente potentiellement plus de danger à la sécurité de la société ?

Pourquoi ?

4. Pensez-vous que les femmes ex-engagées et/ou otages de groupes extrémistes violents sont selon votre perception :
 - a) Plus victimes que les hommes
 - b) Moins victimes que les hommes
 - c) Aussi victimes que les hommes

Pourquoi ?

Partie 2 - Perceptions sécuritaires et sociales locales

5. Les ex-engagés (hommes ou femmes) ou otages des groupes extrémistes peuvent-ils représenter un danger pour la sécurité de la société ?

- a) Oui
- b) Non

Pourquoi ?

6. Voyez-vous les ex-engagés et otages de groupes extrémistes religieux comme victimes ou coupables ?

- a) Comme victimes
- b) Comme coupables

Pourquoi ?

7. Veuillez classer les facteurs suivants dans l'ordre, partant de celui qui selon vous représente le plus grand obstacle à la réintégration, vers celui qui est le moindre obstacle à la réintégration (multi-réponses)

- a) croyances religieuses et coutumières
- b) sentiment d'insécurité (perception comme un danger)
- c) difficultés économiques et pauvreté
- d) autres (préciser)

Pourquoi ?

8. Pensez-vous qu'il est possible qu'une ex-engagée ou otage soit une bonne mère de famille ou citoyenne qui joue pleinement son rôle dans la société ?

Pourquoi ?

9. Pour vous, la réintégration est :

- a) la responsabilité des communautés locales
- b) la responsabilité de l'État
- c) la responsabilité des ex-engagées et otages
- d) une responsabilité partagée

Pourquoi ?

10. Si vous pensez que la responsabilité est partagée, donnez la part de chacun en termes de pourcentage.

11. Sur une échelle de 1 à 10, pouvez-vous mesurer l'importance des femmes ex-engagées et otages de groupes extrémistes violents.

12. Pour vous quels sont les acteurs qui donnent le plus d'importance à cette réintégration des femmes ex-engagées ou otages des groupes extrémistes violents (numérotez par ordre de 1 à 6)
- État
 - Communautés
 - Organisations internationales
 - Société civile
 - Organisations et leaders féminins
 - Leaders religieux/traditionnels
13. Pour vous quels sont les acteurs qui donnent le plus d'importance à cette réintégration des hommes ex-engagés ou otages des groupes extrémistes violents (numérotez par ordre de 1 à 6)
- État
 - Communautés
 - Organisations internationales
 - Société civile
 - Organisations et leaders féminins
 - Leaders religieux/traditionnels
14. Si les moyens consacrés à la réintégration sont limités, qui méritent d'être prioritaires entre les hommes et les femmes ex-engagé(e)s et/ou otages de groupes extrémistes violents :
- a) hommes
 - b) femmes

Pourquoi ?

15. Accorder des avantages économiques et financiers aux ex-engagées ou otages des groupes extrémistes comparativement aux autres femmes, pour aider dans leur réintégration, constitue selon vous :
- a) Une injustice
 - b) Une décision juste et positive
 - c) Une décision sans importance

Pourquoi ?

Partie 3 - Stratégies de la réintégration

16. Classez par ordre d'importance les besoins prioritaires pour la réintégration des ex-engagées ou otages des groupes extrémistes violents :
- Accompagnement psychologique
 - Réinsertion économique
 - Formation intensive auprès des autorités religieuses et coutumières
 - Centres de détention et de rééducation de l'État
17. La réintégration doit-elle se faire :
- a) directement en communauté
 - b) précédée par une phase d'isolement

Partie 4 - Acteurs et institutions de la réintégration

18. Quels acteurs, quelles organisations pensez-vous être les plus utiles dans la conduite des processus de réintégration des ex-engagées ou otages des groupes extrémistes violents (classer de 1 à 4 par ordre croissant d'utilité) :

- a) Services de l'État central
- b) Leaders religieux et coutumiers
- c) Organisations locales
- d) Organisations internationales

D'autres acteurs ou organisations non mentionnés ci-dessus ont-ils un rôle à jouer dans le processus de réintégration ? Lesquels ?

19. La présence et l'appui d'institutions internationales aux processus de réintégration des ex-engagées et otages de groupes extrémistes violents constituent-ils une bonne ou une mauvaise chose ?

Pourquoi ?

20. La présence des femmes comme responsables dans les programmes de réintégration des femmes ex-engagées et otages de groupes extrémistes violents est-elle :

- a) indispensable
- b) nécessaire
- c) souhaitable
- d) non nécessaire

Quel autre rôle les femmes devraient-elles jouer dans ces programmes?

Partie 5 - Différenciation entre ex-engagées et otages

21. Y a-t-il parmi les ex-engagées et les otages un groupe qui représente plus de danger pour la sécurité de la société ?

Pourquoi ?

22. La réintégration des ex-engagées et/ou otages doit-elle se faire en différenciant les besoins selon qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes ?

ANNEXE II

RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA RECHERCHE SUR LE TERRAIN

Les chercheurs sur le terrain ont recueilli les recommandations formulées par les répondants au cours de l'enquête et des entretiens qualitatifs, qui sont présentées ici :

Au Cameroun

- Engager un dialogue multi-acteurs avec l'État, les acteurs humanitaires, les organisations internationales, la société civile et les autres parties prenantes sur la dimension du genre dans le processus de DDRR en général et dans la région de l'Extrême-Nord et les communautés affectées.
- Sensibiliser à l'importance de la participation des femmes aux processus de DDRR et de réintégration. Les messages peuvent utiliser certaines des informations tirées de l'analyse documentaire de cette étude, comme le rôle que jouent les femmes dans la consolidation de la paix et de la prévention des conflits.
- Organiser des événements de renforcement des capacités pour les femmes dans différents contextes afin de les préparer à participer au DDRR de manière significative.
- Organiser, avec la participation des dirigeants communautaires et de toutes les parties prenantes, des forums de discussion.
- Mener des consultations pour identifier les mesures de réintégration économique qui seront bénéfiques aux participants et acceptables pour les communautés.
- Organiser des sessions pour partager les résultats de l'enquête, afin de les soumettre à une approche critique des communautés et de les perfectionner, permettant de tirer des recommandations opérationnelles ciblées.
- Réaliser une enquête similaire dans d'autres départements pour obtenir des résultats plus larges.

Au Tchad

- Organiser un atelier pour partager les résultats de cette étude avec les principales parties prenantes.
- Développer une campagne de communication stratégique pour sensibiliser aux dimensions de genre du DDRR.
- Créer une plateforme pour échanger des idées sur les obstacles socioculturels à la réintégration et sur les mesures visant à promouvoir l'acceptation par la communauté des femmes et des hommes qui rentrent chez eux.
- Encourager le dialogue entre les acteurs de la société civile, le secteur de la justice et les forces de l'ordre, afin d'obtenir une compréhension commune de leurs rôles et synergies respectifs dans le cadre d'une approche holistique du DDRR et de la prévention de l'extrémisme violent.

BIBLIOGRAPHIE (EN ANGLAIS)

- Attah, C.
2016 Boko Haram and sexual terrorism the conspiracy of silence of the Nigerian anti-terrorism laws. *African Human Rights Law Journal*, 16:385–406.
- Coulouris, R.L.
2019 The roles of communities in the effective reintegration of violent extremist offenders in the Lake Chad Basin countries [PhD thesis]. Johns Hopkins University, Baltimore, Maryland.
- Farr, V.
2005 *Gender-aware Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR): A Checklist*. UN-Women, New York.
- Georgetown Institute for Women, Peace and Security (GIWPS) and Peace Research Institute of Oslo (PRIO)
2019 *Women, Peace and Security Index 2019/20*. Tracking sustainable peace through inclusion, justice, and security for women. GIWPS, Washington, D.C., and PRIO, Oslo.
- Hauge, W.
2015 Disarmament, demobilization and reintegration processes: The gender asset. GPS Policy Brief, No. 1. PRIO, Oslo.
- Hudson, V., B. Ballif-Spanvill, M. Caprioli and C.F. Emmett
2012 *Sex and World Peace*. Columbia University Press, New York.
- International Crisis Group
2016 Nigeria: Women and the Boko Haram insurgency. Africa Report 242. International Crisis Group, Brussels. Available at www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/nigeria-women-and-boko-haram-insurgency.
- 2019 Returning from the land of jihad: The fate of women associated with Boko Haram. Africa Report, No. 275. International Crisis Group, Brussels. Available at www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/275-returning-land-jihad-fate-women-associated-boko-haram.
- International Organization for Migration (IOM)
2015 *Gender and Communications Toolkit*. IOM, Geneva. Available at <https://dmsportal/PublishedDocuments/Manuals/Gender%20and%20Communications%20Toolkit%202015.pdf#search=gender%20coordination%20unit> (internal tool accessible only within IOM).
- 2020 *New Contexts of Ongoing Conflict and Violent Extremism: Disengagement, Disassociation, Reintegration and Reconciliation*. IOM, Geneva.
- Matfess, J.
2018 *Women and the War on Boko Haram: Wives, Weapons, Witnesses*. Zed Books, London.
- 2020 Brokers of legitimacy: Women in community-based armed groups. Community-based Armed Groups Series. RESOLVE Network, Washington, D.C. Available at www.resolvenet.org/research/brokers-legitimacy-women-community-based-armed-groups.

- Mazurana, D., R. Krystalli R. and A. Baaré
 2017 Gender and disarmament, demobilization, and reintegration. In: *Oxford Handbook of Gender and Conflict* (F.N. Aoláin, N. Cahn, D.F. Haynes and N. Valji, eds.). Oxford University Press, Oxford, United Kingdom.
- Moser, C.
 1989 Gender planning in the third world: Meeting practical and strategic gender needs. *World Development*, 17(11):1799–1825.
- Nwaubani, A.T.
 2018 The women rescued from Boko Haram who are returning to their captors. *The New Yorker*, 20 December. Available at www.newyorker.com/news/dispatch/the-women-rescued-from-boko-haram-who-are-returning-to-their-captors.
- Oduah, C.
 2016 The women who love Boko Haram. *Al Jazeera* (online), 22 September.
- Tarnaala, E.
 2016 Women in armed groups and fighting forces: Lessons learned from gender-sensitive DDR programmes. Report, June. Norwegian Peacebuilding Resource Centre, Oslo. Available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/03ec67e9de77d98612373f974b54909c.pdf>.
- Udo-Udo Jacob, J.
 2018 Women and the war on Boko Haram: Wives, weapons, witnesses, politics. *Religion & Ideology*, (19)3:418–420.
- UN-Women
 2018 *Women's Meaningful Participation in Negotiating Peace and the Implementation of Peace Agreements*. UN-Women, New York.
- United Nations
 2010 United Nations Security Council sixty-fifth session report of the Secretary-General on Women's participation in peacebuilding, 7 September (A/65/354–S/2010/466).
 2019a United Nations Security Council report of the Secretary-General on Women and peace and security, 19 October (S/2019/800).
 2019b Module 5.10: Women, gender and DDR. In: *Operational Guide to the Integrated Disarmament, Demobilization and Reintegration Standards*. United Nations, New York. Available at www.iddrtg.org/wp-content/uploads/2013/05/Operational-Guide-REV-2010-WEB.pdf.
 2020 United Nations Security Council report of the Secretary-General on Conflict-related sexual violence, 3 June (S/2020/487).
- United Nations Development Programme (UNDP)
 2019 *Human Development Report 2019: Beyond income, beyond averages, beyond today: Inequalities in human development in the 21st century*. UNDP, New York. Available at <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2019.pdf>.

